

l'Anticapitaliste

n°561 | 25 mars 2021 — 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG

AVEC LES INTERLUTTANT·E·S, CONTRE LA RÉFORME DE L'ASSURANCE CHÔMAGE

DES DROITS SOCIAUX POUR TOUTES ET TOUS !



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

Dossier

IL Y A 10 ANS: LES SOULÈVEMENTS ARABES Pages 6 et 7

ÉDITO

Droits des femmes: le vrai visage de la justice
Page 2

PREMIER PLAN
Covid-19: retour sur la faillite vaccinale
Page 3



ACTU INTERNATIONALE

Birmanie: un état de guerre contre la population, un combat solidaire à mener Page 5

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Inès Léraud, journaliste indépendante, sur l'industrie agroalimentaire Page 12



Par CATHY BILLARD

Droits des femmes: le vrai visage de la justice

Comme l'a montré la mobilisation internationale du 8 mars, la dynamique du mouvement féministe se poursuit, dans la continuité de la libération de la parole pour dénoncer les violences sexistes et sexuelles. Ces derniers jours la Cour de cassation a rendu deux avis inacceptables et révoltants qui montrent bien le vrai visage de la justice: sexiste et patriarcale. Mercredi 17 mars, cette Cour suprême à la française a répondu aux avocates de Julie, violée par des pompiers entre ses 13 et 14 ans, que «c'est dans l'exercice de son pouvoir souverain d'appréciation des faits que la chambre de l'instruction a estimé que la victime disposait du discernement nécessaire et que la contrainte morale n'était pas établie», et qu'il était donc «normal» de requalifier ce calvaire en «atteinte sexuelle sur une jeune fille de 14 ans» passible du tribunal correctionnel et non des assises. Qu'importe aux juges que, pas plus tard que la veille, l'Assemblée nationale ait voté un texte résumé par le ministre de la Justice Dupont-Moretti en «Avant 15 ans, c'est non», précisant «[qu']aucun adulte ne pourra plus se prévaloir du consentement d'un enfant de moins de 15 ans».

Le même jour, on apprenait qu'une femme était obligée de déposer un recours devant la Cour européenne des droits de l'homme contre la justice française pour faire reconnaître ses droits dans le cadre d'un divorce. En effet, la même Cour de cassation a confirmé le jugement de la cour d'appel de Versailles qui avait prononcé un divorce à ses torts exclusifs pour «refus de relations intimes avec son mari». Et là, c'est avec elle-même que la Cour de cassation se met en contradiction puisque, comme le rappellent des associations, «la Chambre criminelle de la Cour de cassation a aboli le devoir conjugal» depuis septembre 1990! Ces arrêts montrent à quel point les institutions comme la justice ou la police font partie des outils du maintien de l'ordre patriarcal. Elles nient la parole des victimes et légitiment des actes et comportements sexistes et violents. C'est bien parce que le mouvement féministe se construit et remet en cause profondément l'ordre établi que les défenseurs de ce dernier expriment une sorte de panique. L'impulsion de la jeunesse et la cohésion du mouvement contre toutes les violences nous donnent une réelle force pour mettre à bas ce système, et la violence des jugements rendus ne pourra que renforcer notre détermination à l'affirmer notre solidarité avec les victimes et à prendre la rue pour chanter: «Pour l'honneur des femmes en lutte, on est là!»

BIEN DIT

Quand [Roselyne Bachelot] se pointe comme elle l'a fait chez les camarades de l'Odéon, si c'est juste pour faire semblant de gratter, de prendre nos questions, et juste de répondre... Les paroles on s'en fout! Moi je m'en fous complètement! Maintenant, c'est des actes! Qu'est-ce qu'elle a proposé comme actes?

Corinne Masiero (actrice), BFM-TV, 16 mars 2021.

À la Une

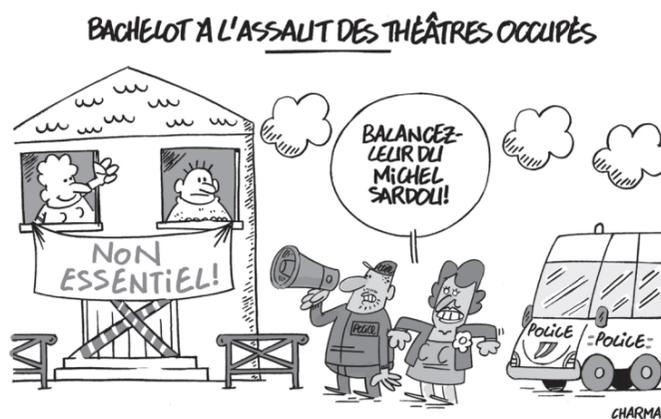
OCCUPATIONS DANS LA CULTURE « Pas de réouverture sans droits sociaux pour toutes et tous »

Plus de trois semaines après le début du mouvement, parti du théâtre de l'Odéon, le nombre de lieux culturels occupés a connu une véritable explosion: 72 occupations alors que nous écrivons. Une vague puissante et rendue visible, notamment autour des performances de plusieurs artistes et syndicalistes à la cérémonie des Césars.

L'actrice Corinne Masiero, occupante du théâtre Sébastopol à Lille, a ainsi focalisé toutes les attaques sexistes et les procès en bon goût venus de la bourgeoisie réactionnaire. La ministre, ironie suprême, s'est lamentée publiquement de voir les travailleurEs de la Culture «piétiner leur outil de travail»! La même qui met en œuvre une casse organisée et une précarisation de nos métiers... et qui devrait peut-être commencer par se préoccuper du respect des conditions sanitaires par elle-même et son entourage. Rappelons ici que les occupantEs savent mieux que quiconque, à commencer par le gouvernement, comment prendre soin de leurs outils de travail et de la santé de toutes et tous, car ils et elles le font au quotidien.

Multiplication des occupations et des situations

Une des difficultés aujourd'hui rencontrées par le mouvement est le décalage de temporalité entre les premiers lieux à être entrés dans la lutte et ceux qui en sont à leur première semaine, voire leurs premiers jours. Les discussions y sont évidemment différentes, à la fois en termes d'organisation mais également sur l'appréciation de la situation. Une occupation longue crée le temps des discussions et des élaborations politiques, mais également celui d'une proximité et d'une fatigue physique et émotionnelle. Les nécessités et les urgences ne sont pas les mêmes... et par ailleurs toutes les occupations ne se ressemblent pas! Il y a nécessité pour ce mouvement d'avancer à plusieurs vitesses, en tirant vers une centralisation démocratique mais sans pour autant «aller trop vite», en laissant à celles et ceux qui rejoignent le mouvement le temps de la construction.



Malgré les diversités des situations selon les villes, les occupations sont quasi partout consenties par les directions et parfois même impulsées ou organisées par elles en lien avec les mairies. Le rapport de forces traversant nos milieux et les tensions politiques existantes au sein de ce mouvement y sont parfois floues. Une situation par ailleurs à l'image d'une difficulté propre au milieu qui sous prétexte de «la grande famille du spectacle» a tendance à essayer de gommer et silencier les rapports de domination et d'exploitation. Un autre enjeu classique des dernières cérémonies des Césars d'ailleurs! Au premier rang de ceux qui mènent cette politique du «rassemblement» derrière les directions d'établissement et le gouvernement: le Syndicat national des entreprises artistiques et culturelles (Syndec). Leur initiative de mobilisation, un rassemblement appelé ce samedi, symboliquement devant le théâtre de la Colline (plutôt que l'Odéon), avait un titre qui laissait peu d'ambiguïté: «Pour une refondation de la politique culturelle: appel à un nouveau contrat républicain.»

Occuper, à tout prix?

Les contradictions de ces situations, ainsi que les nombreuses contraintes d'occupation liées à la situation sanitaire, polarisent une attention énorme et un temps logistique considérable, y compris en termes de discussions. Concrètement, le risque que les occupantEs se retrouvent à une poignée à dormir sur place sans que cela puisse être lié à un enjeu d'ouverture du lieu en journée vers l'extérieur est présent. L'impératif d'élargissement de ce mouvement est-il toujours compatible avec le maintien d'une occupation qui n'est parfois que symbolique? La question se pose dans un certain nombre de lieux. Pourtant le potentiel de ce mouvement et ses tâches sont aujourd'hui nombreuses et enthousiasmantes! Il existe un véritable enjeu de consolidation, d'abord pour nous à la base: comment faire pour relayer ces revendications dans les secteurs culturels pour que le mouvement y devienne majoritaire? Il existe par exemple aujourd'hui de nombreuses luttes isolées de précaires de la culture dans les bibliothèques et le secteur

patrimonial. Elles ont évidemment toutes leur place au sein du mouvement.

Occupons partout

La revendication centrale du mouvement, autour du retrait de la réforme de l'assurance chômage, est au cœur de l'enjeu de l'élargissement. Il est d'ailleurs symptomatique de voir les rassemblements et parfois même les occupations d'agences Pôle emploi se développer! Tout en portant des revendications propres au secteur culturel, la force du mouvement réside en effet dans l'enjeu du retrait de cette réforme. Toutes les intermittentEs du travail sont évidemment touchées par cette crise et le seront encore plus par cette réforme inique qui vise à réduire encore l'accès aux droits et le montant des indemnités des plus précaires et pauvres!

Les vendredis de la colère

C'est le sens de l'appel lancé par le collectif constitué de dizaines de lieux d'occupation et d'intermittentEs à travers le pays: les «vendredis de la colère» contre la réforme de l'assurance chômage. Selon leurs propres mots: «Nous, occupantEs des lieux de culture, affirmons que notre lutte dépasse les revendications du secteur culturel et appelons à la mobilisation générale contre le projet de réforme de l'assurance chômage.» Ils et elles appellent ainsi à des journées d'actions et de mobilisations partout, où pourront converger l'ensemble des secteurs touchés par les licenciements et la crise... Il y a urgence à ce que l'ensemble du monde du travail se saisisse de cette date, et des suivantes. Contre ce gouvernement autoritaire, assassin, plus que jamais: il est temps de cultiver nos luttes!

Manon Boltansky

COVID-19 Après l'échec du « pari » de Macron, reprendre l'initiative pour sortir de la crise

Le 18 mars, l'exécutif, par la voix de Jean Castex, a mis fin au double langage pratiqué depuis des semaines au sommet de l'État. Il a entériné l'échec du «pari» de Macron de ne pas reconfiner, et d'alléger à court terme les contraintes de plus en plus mal supportées que le pouvoir fait peser sur nos vies.

Face à la flambée du virus, de ses nouveaux «variants», et à la saturation des services hospitaliers, le Premier ministre a annoncé un nouveau confinement de seize départements, où réside un tiers de la population du pays: nouvelles restrictions à la liberté de circulation, retour au régime des attestations, interdiction de sortir des territoires concernés, fermeture des commerces dits «non essentiels».

Le dispositif pourrait s'étendre à de nouvelles régions dans les semaines qui viennent.

Grotesque et dangereux

Quelques heures seulement après la déclaration du Premier ministre, la publication de la nouvelle attestation supposée organiser les déplacements et la vie des habitantEs des départements concernés a provoqué un tollé général. Tatillonne,

contradictoire et incompréhensible, elle a dû être retirée et modifiée en catastrophe; le fiasco virant au scandale.

Au-delà de ses côtés grotesques, qui ont déchaîné les commentaires humoristiques sur les réseaux sociaux, cet épisode est révélateur de l'impasse dans laquelle s'enferme l'exécutif et de l'exaspération que suscite sa politique depuis un an contre l'épidémie.

Refusant de prendre les mesures sanitaires et sociales qui auraient permis de ralentir l'épidémie au sortir du premier confinement, le pouvoir n'a eu qu'un objectif: faire à tout prix tourner les secteurs clés de l'économie et, pour y parvenir, maintenir à tout prix l'école ouverte, en évitant seulement que les services hospitaliers, sans moyens supplémentaires, ne soient trop débordés. À chaque emballement de l'épidémie, l'exécutif qui n'avait rien anticipé, a utilisé comme outil politique par défaut les «coups de frein» autoritaires sous forme de couvre-feu, de limitation de la vie sociale hors entreprise et des loisirs. À en user et en abuser, il a transformé la population en petits soldats, sommés, sous peine de sanctions et d'amendes d'appliquer des ordres, de moins en moins compréhensibles

Un monde à changer

CHEZ GOLDMAN SACHS, ON VOUDRAIT LA SEMAINE DE 80 HEURES.

C'est une affaire qui en apparence ne concerne pas grand monde mais qui, en fait, est significative de ce capitalisme « moderne » qui veut se donner un look cool. David Solomon, patron depuis 2018 de la gigantesque banque d'affaires étatsunienne Goldman Sachs, adore jouer les DJ sous le nom de DJ D-Sol dans les discothèques et les soirées à New York, à Miami et aux Bahamas. C'est un amateur de bonne bouffe et de grands vins. Il n'a rien d'un trumpiste bête et méchant mais, bien sûr, il choisit parmi les démocrates les meilleurs serveurs du capital : lors des primaires de juin 2020, il a (avec d'autres financiers) déversé des millions de dollars afin de faire battre la candidate de gauche Alexandria Ocasio-Cortez (cela n'a pas marché). Mais la modernité du patron n'empêche pas de pressurer les nouveaux et nouvelles embauchés comme des citrons. Dans un sondage confidentiel, 13 très jeunes analystes financiers se plaignent de leurs horaires de travail et de la pression de leurs supérieurs. Privés de temps pour manger ou prendre une douche, ils décrivent des conditions de travail « inhumaines », avec 105 heures à assurer à la chaîne par semaine, des nuits de 5 heures démarrées à 3 heures du matin. Cela se double de critiques en public, d'échéances irréalistes, de blâmes sans justification... Les 13 employés sondés souhaitent travailler un

maximum de 80 heures par semaine, ainsi que le respect du couvre-feu de 21 heures le vendredi soir, comme de la journée non travaillée du samedi, sauf exception pré-acceptée.

Tout cela a fait le tour des réseaux sociaux et imposé à la direction de la banque de réagir. Des responsables ont donc rencontré les mécontents pour leur assurer que des recrutements allaient avoir lieu et que certaines de leurs tâches vont être automatisées. Mais ils ont refusé de s'engager sur le plafond de 80 heures hebdomadaires.

Tout ça se produit alors que la banque prospère : son chiffre d'affaires a progressé de 22% en 2020 et la valeur de l'action a doublé durant les 12 derniers mois. Goldman Sachs n'hésite pas à se mêler d'affaires pas très propres du moment qu'elles rapportent et s'ingénie à recruter des personnalités qui pourront favoriser son développement : Mario Draghi, le nouveau Premier ministre italien, a été ainsi vice-président de sa branche européenne.

Tout cela n'empêche pas David Solomon de multiplier les week-ends avec le jet de l'entreprise, souvent aux Bahamas... À ce propos, un consultant new-yorkais a déclaré : « Cela semble vraiment terrible. Il y a là un aspect Marie-Antoinette ». Effectivement, cela renforce l'envie d'une bonne révolution qui envoie ce genre d'« aristocrates à la lanterne ».

COVID-19 Retour sur la faillite vaccinale

Fiasco « français » de Sanofi et de l'institut Pasteur tout d'abord. On évoque des rivalités de projets à Pasteur (Tanguy vs. Escriviou) et/ou le (mauvais) choix du vecteur rougeole « bien connu » pour aller plus vite, et enfin et surtout des erreurs de qualité de réactifs sans ajustement/vérification des doses au passage à l'humain. Idem ou presque pour Sanofi : Marie-Paule Kiény, présidente du Comité vaccin, évoque une « vraie erreur de débutant ». Le vaccin des flacons Sanofi « contenant en réalité trois fois moins de protéine spicule que ce qu'ils voulaient ».

Des échecs, une pénurie

Ces erreurs et conflits (et le négligé de la piste des vaccins ARN) sont liés, à l'évidence, à la compétition individuelle du « publish or perish » (publier ou mourir) et la recherche sur projets, mais aussi à la perte de savoir-faire due aux restructurations et fermetures chez Sanofi (passage de onze à cinq centres), amplifiées par Paul Hudson (DG de Sanofi depuis septembre 2019) avec notamment la poursuite des suppressions de postes.

Ces échecs, tout comme ceux de grosses multinationales comme GSK ou Merck, ont causé une pénurie (française et européenne) de vaccins, ni Astra Zeneca ni

Ils nous auront tout fait! De Buzyn en janvier 2020 (« Les risques de propagation du coronavirus sont très faibles ») au confinement faute de réactifs en passant par le stock « stratégique » de masques détruits et donc « inutiles »... le temps d'en importer, le fiasco du dépistage sans « suivi-isolément » ou la fermeture de 1200 lits de réanimation. Et voilà le double fiasco vaccinal — dans la conception et la distribution.



Pfizer et Moderna ne pouvant combler le vide ainsi créé, d'autant qu'ils avouent avoir surestimé leur capacité de production pour vendre (largement). Significatif est le fait que, malgré des demandes répétées, les accords et les négociations tant européennes que françaises restent entourées d'opacité... notamment sur les prix.

Reste une dimension bien française : démarrer avec 100 « super » congélateurs – 80° pour 14 000 Ehpad (plus les hôpitaux et les pharmacies), dont seulement 54 étaient opérationnels début janvier, donne une idée de la qualité de l'estimation logistique par le cabinet privé McKinsey et consorts. On a célébré cinq vaccinations à

Nice le 30 décembre comme un « exploit logistique »... Jean Castex déclare que « [l']on augmente la cadence par semaine » mais il oublie la 21^e place de la France (sur 27) en Europe. Chacun connaît quelqu'un qui devrait être vacciné et doit attendre.

La faillite de Sanofi (et d'autres) aurait dû causer une réquisition des chaînes de production pour la production immédiate en masse des vaccins éprouvés et donc la levée des brevets pour dépasser les limites des firmes individuelles (et non de coûteux accords de licence).

Sans oublier le problème de l'espace des doses pour gérer la pénurie : une immunité insuffisante favorise une pression de sélection génératrice de mutants échappant... Quant à l'arrêt de 24 h de l'injection de l'Astra Zeneca, qui comme le confinement sans confinement nécessiterait un article en soi, il est lui aussi exemplaire de la « communication » gouvernementale et de la pagaille y afférente. **Gérard Chauat**

Le chiffre

844 285

C'est le nombre de personnes qui ont reçu, en Grande-Bretagne, une dose de vaccin anti-Covid au cours de la journée du samedi 20 mars. Le même jour, 56 417 recevaient une dose en France. Nous ne sommes évidemment pas des fans de Boris Johnson, mais de toute évidence il y a bien quelque chose qui cloche en France...



Agenda

Vendredi 26 mars, les vendredis de la colère contre la réforme de l'assurance chômage. À Paris, manifestation du ministère de la Culture au ministère du Travail, RDV à 13h place du Palais-Royal, départ à 14h.

Samedi 27 mars, manifestation pour le droit au logement. En Île-de-France, RDV à Paris à 15h, place du Châtelet.

Samedi 27 mars, meeting du NPA, Paris. Contre l'autoritarisme du gouvernement, contre l'extrême droite, pour une vraie politique sanitaire et pour l'emploi, construisons l'alternative anticapitaliste! À 15h, place Henri-Malberg, Paris 20^e.

Dimanche 28 mars, marches pour le climat. À Paris, à 14h place de l'Opéra.

À SUIVRE SUR
lanticapitaliste.org
nouveauparticantcapitaliste.org

NO COMMENT

Les Français sont à cran, nous avons un devoir de vigilance et de responsabilité.

EMMANUEL MACRON, cité par *le Parisien*, 21 mars 2021.

et dont l'efficacité diminue avec le temps. Il en récolte aujourd'hui les fruits. Les effets de ce nouveau confinement risquent d'être limités, à l'heure où la politique de vaccination piétine, du fait là aussi des choix politiques du pouvoir.

Imposer les décisions sanitaires et sociales

Les objectifs de vaccination massive annoncés pour les semaines qui viennent apparaissent peu crédibles, et ne permettront pas d'endiguer dans les délais voulus la vague qui s'annonce. Ils sont en outre totalement dépendants des aléas des livraisons de trusts pharmaceutiques, faute d'une remise en cause des brevets et faute d'une réquisition des laboratoires pour avoir la maîtrise de la production ; sans parler de la suspicion contre

la vaccination que les flottements et les mensonges du pouvoir ne font qu'entretenir.

La colère et l'exaspération contre l'incapacité de l'exécutif à combattre l'épidémie, et contre sa gestion autoritaire, sont visibles. Mais à elles seules elles ne suffiront pas à imposer d'autres choix.

Faute de perspectives, elles peuvent se transformer en actions irresponsables contre toute mesure de protection face au virus qui, loin d'être une solution, aggraveront la crise sanitaire. L'enjeu est donc de les transformer en mobilisations unitaires pour imposer les décisions sanitaires et sociales nécessaires pour sortir de cette crise. Le combat qui se mène aujourd'hui, avec l'occupation des lieux de culture, ouvre une brèche, qu'il est urgent d'élargir.

Jean-Claude Delavigne



L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

ÉCOLOGIE **Changer le système, pas le climat : ça repart !**

Cela faisait trop longtemps que le mouvement pour le climat ne s'était pas retrouvé dans la rue. L'appel à une grève mondiale pour le climat les 19 et 20 mars a été lancé par Fridays For Future. En France, il a été relayé par Youth For Climate (YFC) et soutenu par de très nombreuses organisations, ONG, syndicats, partis... Les grèves hebdomadaires pour le climat étaient nées en février 2019 à l'initiative de Greta Thunberg.

Des manifestations ont eu lieu dans une quarantaine de villes en France. Le nombre des manifestants a varié de quelques centaines à quelques milliers. Comme partout dans le monde, les mobilisations sont moindres qu'en 2019, car il faut du temps pour reconstruire les liens, les réseaux, de l'énergie pour sortir de l'isolement et descendre dans la rue. Cependant ces premières marches sont encourageantes. En amont, la tribune d'appel « *Marchons pour éviter le désastre social et climatique* » faisait explicitement le lien entre justice sociale et climatique.

« La justice climatique est synonyme d'un changement social radical »

Si le confinement a mis un coup d'arrêt brutal aux marches et démonstrations de rue, la pandémie a mis en évidence le caractère totalement destructeur du système non seulement pour le climat mais aussi pour notre santé et pour tous les aspects de nos vies. Le lien est fait entre la politique criminelle d'inaction climatique du gouvernement et sa politique de destruction du service public de santé, sa politique inhumaine à l'égard de la jeunesse, sa politique autoritaire, raciste et ultra-répressive. Comme le dit un manifestant cité par Reporterre : « *Il n'y a pas un combat plus important qu'un autre. Si on ne fait rien pour empêcher la catastrophe climatique, il y aura de plus en plus de précarité étudiante. Ce qui se passe en ce moment avec la pandémie est un avant-goût de ce qui pourrait se passer à l'avenir si on ne fait rien.* ». Une porte parole de YFC en tire la conclusion logique : « *La justice climatique est synonyme d'un changement social radical et donc d'une transformation en profondeur de notre société patriarcale et raciste.* ». Ces jeunes montrent la voie, on aimerait que l'ensemble du mouvement ouvrier soit aussi clairvoyant...

Cette convergence indispensable est une tendance internationale. Par exemple à Montréal, le mouvement porte quatre revendications intimement liées : « *la décarbonisation d'ici 2030, le définancement de toutes les polices, la justice migratoire et la régularisation des sans-papiers et la reconnaissance de l'autodétermination des Premiers Peuples.* ». Les marches des jeunes étaient une première étape. Dès dimanche 28 mars, nous devons nous retrouver massivement dans la rue. Ce rendez-vous a été fixé à la veille de l'ouverture du débat à l'Assemblée nationale sur la loi « climat et résilience ». Alors que le gouvernement s'est empêtré dans sa propre manœuvre, qu'il s'est complétement discrédité sur le terrain de la lutte contre le changement climatique comme il l'est déjà sur le terrain social, sanitaire, démocratique... c'est le moment !

Commission nationale écologie



ÉTATS-UNIS **Le plan de Biden pour réorganiser l'impérialisme US**

Joseph Biden a déclaré que l'objectif de sa politique étrangère était de « remettre les États-Unis en tête de la table » dans les conseils des affaires mondiales. Tout en essayant de rétablir les liens avec les alliés européens, il a déjà accru les tensions avec les rivaux des USA.

Les États-Unis ont dominé le capitalisme mondial de 1945 à 1991, puis, avec la chute de l'Union soviétique, ils sont devenus la seule superpuissance mondiale. Une hégémonie basée sur les investissements extérieurs, 800 bases militaires dans le monde, des interventions dans les pays étrangers allant jusqu'à de véritables guerres. Dans les années 2000, les États-Unis avaient commencé à décliner en tant que puissance impériale. La grande récession de 2008 a marqué un tournant, avec une économie étatsunienne en panne tandis que l'économie chinoise continuait de monter en flèche. Alors que la puissance US déclinait, la Russie a profité de l'occasion et s'est emparée de la Crimée en 2014, la première saisie impérialiste de territoire en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale.

Tensions avec la Chine

Aujourd'hui, Biden fait face à une multitude de défis. Trump, faisant valoir que la Chine se livre à la manipulation du taux de change de sa monnaie et à la concurrence déloyale, a pris des mesures fortes contre le rival des États-Unis, y compris des mesures douanières, des sanctions économiques et des restrictions de visas. Biden a maintenu les mesures de Trump. Lors des récentes discussions bilatérales qui se sont tenues à Anchorage, en Alaska, le secrétaire d'État US Anthony Blinken a accusé la Chine de violations des droits humains



WIKIMEDIA COMMONS

à Hong Kong et au Xinjiang, la province d'origine des Ouïghours. Le responsable aux affaires étrangères du Parti communiste chinois Zhao Lijian a à son tour accusé les États-Unis d'avoir leurs propres problèmes de droits humains, une référence à la répression des manifestations de Black Lives Matter l'année dernière. Zhao a déclaré que les pourparlers avaient une « forte odeur de poudre à canon ». Les accusations mutuelles entre les deux gouvernements au sujet des violations des droits humains sont, bien entendu, vraies, mais ces récriminations ne servent qu'à dissimuler la lutte sous-jacente pour le pouvoir. La guerre verbale de Biden avec les Chinois l'empêche d'amener la Chine à faire pression sur la Corée du Nord sur la question des armes

nucléaires. Et Kim Yo Jong — sœur et collaboratrice du dictateur Kim Jong Un — a déclaré : « *Nous saisissons cette occasion pour avertir la nouvelle administration américaine qui s'efforce de répandre une odeur de poudre dans notre pays.* ».

Russie, Iran, Afghanistan...

Les relations avec la Russie sont également tendues après que Biden a qualifié le dictateur Vladimir Poutine de « *Tueur* ». Le porte-parole de Poutine, Dmitri Peskov, a déclaré : « *Les propos du président américain sont très mauvais, il ne veut clairement pas améliorer les relations avec notre pays, et c'est de ce principe que nous allons désormais partir.* » Poutine, lui, a déclaré qu'il souhaiterait « *des discussions ouvertes et directes* » avec Biden. Si la remarque de Biden était certainement vraie,

elle augmente les frictions entre les deux pays.

En ce qui concerne l'Iran, Biden aimerait revenir dans le cadre de l'accord nucléaire de 2015 que Trump a quitté en 2018, mais l'Iran demande en préalable la fin des sanctions économiques dévastatrices — qui empêchent les exportations de pétrole iranien — tout en continuant à développer son programme nucléaire. Et ses alliés houthis du Yémen tirent des missiles sur des champs pétrolifères en Arabie saoudite. Biden, qui craint de paraître faible, a maintenu les sanctions de Trump en place, mais il devra probablement faire des concessions pour attirer à nouveau l'Iran dans le traité.

Trump avait promis que les États-Unis retireraient d'ici le 1^{er} mai leurs derniers 2500 soldats d'Afghanistan, où les États-Unis sont en guerre depuis près de vingt ans. Biden exige maintenant qu'avant le retrait des États-Unis, l'Afghanistan forme un nouveau gouvernement comprenant les talibans.

Nous entrons dans une période qui ressemble au début du 20^e siècle, lorsque les grandes puissances rivales ont défié l'ordre international existant et notamment l'hégémonie de la Grande-Bretagne, ce qui a débouché sur la Première Guerre mondiale. Aujourd'hui, les puissances rivales défient les États-Unis. Les socialistes étatsuniens sont confrontés à la tâche de s'opposer à l'impérialisme US et à toutes les puissances concurrentes tout en faisant preuve de solidarité internationaliste avec les luttes pour la démocratie, les réformes sociales et le socialisme dans les pays du monde entier.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

SÉNÉGAL **Le libéralisme autoritaire de Macky Sall**

Accusé de viol, puis de troubles à l'ordre public, l'opposant Ousmane Sonko a été arrêté provoquant de violentes manifestations. S'il a été depuis libéré, cette affaire révèle toute à la fois une profonde crise sociale et une dérive autoritaire du pouvoir.

Le 3 février, une plainte pour viol est déposée par une jeune masseuse, Adjil Sarr, contre le député Sonko, un des principaux opposants au président Macky Sall. Après un vote majoritaire autorisant la levée de son immunité parlementaire, Sonko se rend à la convocation du juge le 3 mars, accompagné par des milliers de manifestants. Des violences éclatent et il est accusé de trouble à l'ordre public et incarcéré. Cette garde à vue va provoquer des manifestations continues et violentes à travers tout le pays.

Surfer sur la crise sociale

Ousmane Sonko occupe une place particulière dans l'échiquier politique avec son organisation PASTEF (Patriotes du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité). Son credo politique se décline sur trois thèmes : la lutte contre la corruption, un discours anti-français et une forte religiosité. C'est d'ailleurs ce qui le rend extrêmement populaire parmi la jeunesse, qui partage ces préoccupations. Radié de la fonction publique pour avoir dénoncé la corruption, il soigne son image de probité. Chaque meeting est pour lui l'occasion de dénoncer le pillage du Sénégal par la France et il ne manque aucune occasion

pour montrer son attachement à l'islam. Ce type de profil politique anti-système et contre les élites corrompues se retrouve au Mali avec l'imam Dicko, ou en Ouganda avec Bobi Wine, et rencontre une grande résonance dans la jeunesse. Si le Covid-19 a heureusement pour l'instant frappé moins fort l'Afrique de l'Ouest, les conséquences sociales et économiques sont désastreuses dans un pays où 47 % de la population est sous le seuil de pauvreté. La mise en place d'un couvre-feu a restreint l'économie informelle qui reste le seul moyen de survie pour les plus précaires. Une grande partie de la jeunesse est désœuvrée, qui ne voit d'autre horizon que de rallier l'Europe via l'archipel des Canaries dans des conditions les plus périlleuses, ou de venir renforcer les courants religieux extrémistes. Pour cette jeunesse, Ousmane Sonko est devenu un porte-parole, et elle voit dans les récents événements une machination ourdie par le gouvernement. D'autant que les deux adversaires les plus sérieux de Macky Sall,

Karim Wade et le maire de Dakar Khalifa Sall ont été, ces dernières années, mis hors course du fait d'inculpations. Dans cette affaire d'accusation de viol, la jeune femme Adjil Sarr affirme que Sonko l'aurait contrainte à des rapports sexuels répétés, ce que réfute le député qui justifie sa présence dans le salon de massage par des problèmes de dos. Et les droits des femmes sont les grands perdants : les féministes qui mettent en doute la parole de Sonko sont menacées, tandis que le gouvernement tente d'instrumentaliser la parole des femmes.

Répression tous azimuts

La célérité de la justice est en tout cas à géométrie variable. En effet, quand il y a un faisceau de preuves pour corruption contre Aliou Sall le frère du président, celui-ci non seulement n'est nullement inquiété, mais il se voit même proposer le poste de directeur général de la Caisse des dépôts et consignations. La dérive autoritaire de Macky Sall a de quoi inquiéter. Lors des manifestations, il n'a pas hésité à

utiliser les blindés contre la foule. Son ministre de l'Intérieur traite les manifestants de terroristes, le gouvernement a suspendu deux chaînes de télévision pour avoir diffusé des vidéos des manifestations, et a coupé internet à plusieurs reprises. Enfin la dizaine de morts et les centaines d'arrestations témoignent de la violence de la répression.

Avant même l'affaire Sonko, des membres de l'organisation PASTEF ont été écroués. Idem pour les militants anti-impérialistes radicaux qui critiquent le pillage du pays par la France avec la complicité des autorités. L'idée était de faire taire toute contestation des relations de domination de la France envers le Sénégal. Cette mobilisation exceptionnelle montre le ras-le-bol d'une jeunesse sans avenir, victime d'une dégradation de ses conditions de vie. La réponse passe par une transformation sociale en profondeur du pays qui est absente de l'agenda d'Ousmane Sonko au vu du programme de son parti.

Paul Martial

BIRMANIE Un état de guerre contre la population, un combat solidaire à mener

La situation dans le pays ne cesse d'empirer. Face à la politique de terreur déployée par l'armée, la solidarité internationale doit impérativement prendre plus d'ampleur.

Inexorablement, le chiffre des morts, des personnes disparues ou incarcérées, des réfugiés augmente. Plus de 240 personnes abattues en date du 21 mars, un chiffre inférieur à la réalité. Loi martiale décrétée dans des quartiers de Rangoon, capitale économique. Plus de 2000 arrestations depuis le putsch du 1^{er} février. Lycées, universités, hôpitaux occupés par l'armée. Fonctionnaires et autres grévistes menacés de représailles. Censure aggravée de l'information, contrôle des communications. Opérations militaires engagées jusque dans le territoire de minorités ethniques, provoquant de premiers déplacements forcés de populations. Le pays subit un état de guerre.

Déséquilibre des forces

Le mouvement de désobéissance civile se poursuit néanmoins. La grève paralyse toujours pour une part l'administration, la banque, des entreprises. Des jeunes descendent toujours dans les rues brandir les couleurs de la résistance. Les funérailles des victimes sont l'occasion de s'engager, les trois doigts symboliquement levés, à poursuivre le combat jusqu'à la fin d'un pouvoir militaire en place depuis 1962. Les habitants tentent de défendre des quartiers en érigeant des barricades, mais que peuvent des lance-pierres ou des boucliers de fortune face à des fusils mitrailleurs, des snipers et des chars ? L'armée renforce son emprise territoriale. Seules les minorités nationales à la périphérie du pays possèdent des forces



WIKIMEDIA COMMONS

d'autodéfense et une capacité de riposte.

Dans le pays même, les intérêts chinois sont devenus la cible d'opposants à la junte. Pékin bloque en effet toute condamnation franche des putschistes à l'ONU, mais a pourtant du mal à concilier des enjeux contradictoires. Aung San Su Kyi avait d'excellentes relations avec Xi Jinping ; aujourd'hui, son procès pour haute trahison est annoncé. Le PCC considère que les territoires frontaliers occupés, dans le nord, par des minorités nationales font partie de son périmètre de sécurité géostratégique. Il a néanmoins besoin de sécuriser les considérables investissements réalisés dans le pays, ce qui exige un accord avec les militaires.

Une solidarité à construire

Au-delà des condamnations politiques et de quelques mesures effectives, les puissances occidentales sont loin d'avoir rompu les multiples liens

tissés avec les militaires et leur « économie kaki ». Le rôle de la solidarité s'avère ici décisif. Or, sept semaines après le putsch, elle ne se manifeste que de façon trop marginale. Il y a pourtant fort à faire.

Électricité de France (EDF) a décidé de suspendre le projet de mégabarrage Shweli-3 dans l'État Shan, au nord du pays. En revanche, le géant pétrolier Total poursuit ses opérations. Il est le principal (ou l'un des principaux) contribuables étrangers de la Birmanie. Les autorités birmanes élues lui ordonnent de cesser tout paiement, sous quelque forme que ce soit, à la junte. Elles se sont reconstituées dans la clandestinité et en exil, sous la forme du CPHR. Quand Total refuse d'obtempérer, il avalise de fait le putsch. Une marque française au moins. Le Coq sportif, dans le secteur de l'habillement, se fournit en Birmanie.

Le mouvement syndical français tarde à se mobiliser, du moins de

façon visible, alors que le mouvement de désobéissance civile a, notamment, été initié par le personnel soignant, que la centrale syndicale CTUM et la Fédération FGWM (habillement) ont lancé des appels à la solidarité internationale.

Un combat solidaire d'envergure régionale

Le NPA a publié un communiqué dénonçant le coup d'État et L'Anticapitaliste couvre régulièrement l'évolution de la situation, mais, plus largement, la gauche française reste inaudible. Une prise de position unitaire pour s'engager ensemble dans la solidarité serait importante. L'association Europe solidaire sans frontière (ESSF), via son site Internet¹ fournit une information très complète. Elle a lancé un appel à la solidarité financière avec la résistance démocratique. Par l'intermédiaire de nos contacts dans la région, nous pouvons soutenir des composantes du Mouvement de désobéissance civile et favoriser l'unité de lutte en train de se forger entre des minorités ethniques de la périphérie et les Bamars (ethnie majoritaire peuplant le bassin de l'Irrawaddy). Nous espérons que notre appel sera entendu. La situation dans la région se dégrade à nouveau. La répression s'est brusquement durcie en Thaïlande. Le président philippin Duterte a déclaré une guerre totale à la gauche révolutionnaire, toutes composantes confondues. En Inde, le régime Modi attise l'ultranationalisme hindouiste. Le soutien à la résistance démocratique birmane est le « front chaud » d'un combat solidaire d'envergure régionale.

Pierre Rousset

1 - europe-solidaire.org

USA Mumia en danger de mort

Mumia Abu-Jamal, militant et journaliste afro-américain, en prison depuis 1981, condamné pour un crime qu'il a toujours contesté avoir commis, risque de mourir par manque de soins. La mobilisation doit empêcher cette exécution déguisée.

Accusé sans preuve d'avoir tué un policier blanc à Philadelphie, Mumia, surnommé « la voix des sans-voix » pour son travail journalistique dénonçant le racisme et la situation des exploités et opprimés, a été condamné à mort lors d'un procès partial et raciste. Enquête bâclée et à charge, avocat commis d'office sans temps ni moyens de préparer la défense, témoins menacés, subornés ou écartés, afro-américains exclus du jury, le procès fut emblématique du racisme systémique gangrénant les institutions étatsuniennes. Par deux fois, en 1995 et 1999, la mobilisation internationale a réussi à empêcher son exécution. Appuyant les recours juridiques déposés par de nouveaux avocats, les actions de terrain et les finances récoltées ont permis que sa condamnation à mort soit annulée en 2011. Mais sa peine fut commuée en détention à vie.



DR

Prisonnier politique

Alors que les recours continuent et ont obtenu pour Mumia le droit de faire appel de sa condamnation, on peut se demander si l'administration pénitentiaire ne s'est pas faite l'auxiliaire de celles et ceux qui veulent venger la mort du policier Faulkner, comme son épouse ou les membres de son syndicat policier d'extrême droite. L'univers carcéral a des ressources pour cela : isolement, interdiction de contacts avec les proches, et surtout refus de soins. À plusieurs reprises déjà, il aura fallu des interventions extérieures pour permettre à Mumia d'être soigné, notamment d'une hépatite C dont les conséquences ont, avec l'enfermement, contribué à son affaiblissement.

Souffrant de problèmes cardiaques et pulmonaires, de cirrhose, de lésions purulentes, Mumia, 67 ans, vient d'être diagnostiqué positif au Covid-19. Sa situation sanitaire s'aggravant, la prison a été contrainte de le faire hospitaliser — les bras et les jambes enchaînés au lit. Retourné en cellule, sa santé continue de se dégrader et l'absence de soins le condamne à relativement brève échéance. En danger de mort, le seul moyen de le soigner vraiment, d'assurer sa survie, serait sa libération selon son médecin.

Symbole depuis des décennies de la lutte contre ce système oppressif, contre la « justice » pénale raciste du capitalisme qui ne connaît aucune limite dans la poursuite de ses fins réactionnaires, que l'administration soit républicaine ou démocrate, Mumia fait partie de ces prisonniers politiques, comme le militant amérindien Leonard Peltier, condamnés pour l'exemple. La lutte pour leur libération comme celle de toutes les prisonniers politiques participe de la lutte contre le capitalisme. La mobilisation notamment en France a permis de le sortir du couloir de la mort. Ne laissons pas le système judiciaire-carcéral remplacer de fait cette abominable sentence par la non-administration des soins nécessaires. Ne les laissons pas commettre une exécution déguisée ! Participons aux initiatives pour exiger sa libération, des soins et un nouveau procès : rassemblements, mails, etc.

Côme Pierron

« Libérons Mumia », le collectif français de soutien à Mumia Abu-Jamal qui rassemble une centaine d'organisations dont le NPA, et des collectivités publiques, organise une campagne de mails à l'intention des institutions de Pennsylvanie. Informations, adresses des destinataires et proposition de message se trouvent sur le site du collectif : www.mumiaabujamal.com.

TURQUIE Le printemps kurde défie Erdogan

Dimanche 21 mars à Diyarbakir, la capitale du Kurdistan de Turquie, des centaines de milliers de Kurdes de tous âges mais majoritairement des jeunes, sont venus fêter le Newroz, la célébration du premier jour du printemps. C'est une fête très importante pour les Kurdes, qui célèbre la révolte du forgeron Kawa contre le tyran Dehak, une version légèrement différente de la version iranienne, mais dans les deux cas la fin de l'oppression.

Cette année, le Newroz avait un caractère particulier puisque la Turquie subit comme tous les pays du monde ou presque la vague du Covid-19, mais aussi parce qu'un autre virus ronge la démocratie en Turquie : son gouvernement islamo-conservateur en alliance avec le MHP (Parti d'action nationaliste), le parti d'extrême droite dont les partisans, la nébuleuse des « Loups gris », viennent d'être interdits en France.



DR

l'arrestation du coprésident de l'Association des droits de l'homme, Öztürk Türkdogan. Soixante maires HDP ont été destitués et remplacés par des administrateurs depuis leur élection en 2018, et les arrestations des militants et cadres du HDP se sont accélérées, plus de 800 sont actuellement emprisonnés, dans l'attente de lourdes condamnations. Mais le pire est sans doute à venir, puisque le gouvernement turc vient de demander officiellement à la Cour constitutionnelle l'interdiction du HDP en tant que parti politique. La Cour constitutionnelle, la plus haute instance en Turquie, héritée de la Constitution de 1982 et du coup d'État militaire de 1980, peut interdire un parti politique et supprimer les

financements publics de ce parti. De plus la demande s'assortit d'une interdiction pour des centaines de cadres et de cadres intermédiaires du HDP de reformer un autre parti sous un autre nom et plus simplement d'être actifs politiquement.

Erdogan veut bâillonner les Kurdes

Le mouvement kurde a l'habitude des interdictions à répétition : HEP, DEP, HADEP... ont été interdits, qui se présentaient aux élections souvent dans le cadre d'alliances. Le HDP est différent, c'est un parti large, soutenu par une partie importante de la population et de la gauche turque, bien au-delà de son ancrage dans le mouvement kurde. En juin

2015, ce tout jeune parti a obtenu presque 14% des voix au Parlement, 80 députés, et fait perdre sa majorité absolue à l'AKP, ce que le président turc Erdogan ne lui a jamais pardonné. Même après la dissolution du Parlement et des mois de guerre civile larvée fomentée par les partisans de l'extrême droite et ceux de l'AKP, les nouvelles élections de novembre 2015 ont permis au HDP de gagner 68 députés au Parlement. Ce qui l'a confirmé dans sa position de troisième force politique du pays, Le gouvernement de l'AKP et ses alliés d'extrême droite veulent donc en finir avec le HDP, mais ils avaient jusqu'ici avancé à petits pas, destituant une co-maire comme celle de Diyarbakir, Gulistan Kisanak, et la condamnant à 11 ans de prison, puis un député, puis un autre co-maire, un autre député... Cela lui a permis de tester la réaction de la « communauté internationale » et de l'Europe. En l'absence totale de réaction, mis à part quelques grognements désapprobateurs non suivis de quelconques sanctions, il a recours aux grands moyens. Le président turc Erdogan veut bâillonner définitivement les Kurdes de Turquie et écraser sous les bombes de ses F16 les Kurdes du Rojava.

Mais la foule jeune et joyeuse de Newroz à Diyarbakir et dans toutes les villes de la région, agitant des milliers de drapeaux du HDP, était là hier pour lui rappeler que la partie est loin d'être gagnée.

Mireille Court



RÉVOLUTION ET CONTRE-RÉVOLUTION DANS LA RÉGION MOYEN-ORIENT-AFRIQUE DU NORD

Le 17 décembre 2010, le jeune Mohamed Bouazizi, vendeur ambulancier à Sidi Bouzid, ville du centre de la Tunisie, s'immolait par le feu après la confiscation, par les forces de sécurité du régime de Ben Ali, de son outil de travail (une charrette et une balance). Ce geste tragique fut le déclencheur d'un soulèvement populaire régional qui, 10 ans plus tard, n'a pas fini de bouleverser la région Moyen-Orient-Afrique du Nord ni d'inspirer les peuples du monde entier.

Si l'immolation de Mohamed Bouazizi a suscité un sentiment d'identification collective, bien au-delà des frontières de la Tunisie, c'est qu'elle a incarné, de manière dramatique, la situation misérable d'une jeunesse précaire, sans avenir, sujette à la répression et à l'arbitraire de policiers reproduisant les pratiques clientélistes des clans au pouvoir, en exigeant des bakchichs pour « fermer les yeux » sur des pratiques illégales aux yeux de la bureaucratie administrative. Extrême pauvreté, inégalités, chômage de masse chez les jeunes, mainmise des dirigeants et de leurs proches sur les richesses nationales, poids du clientélisme et persistance de l'autoritarisme : c'est la conjonction – et la persistance – de ces facteurs qui ont été les causes expliquant le soulèvement régional, et pas uniquement l'absence de démocratie politique. Et si des revendications démocratiques ont été mises en avant, les analyses réduisant les aspirations populaires à la demande d'élections libres et de pluralisme politique étaient erronées.

Violence de la contre-révolution

À défaut d'alternative progressiste crédible et malgré la puissance et la massivité des soulèvements, on a progressivement assisté, à l'échelle régionale, y compris dans les pays où des élections ont été organisées, à une polarisation réactionnaire entre, d'une part, anciens régimes et, d'autre part, intégrisme islamique dominé par les Frères musulmans, ce qui a posé une chape de plomb sur les aspirations populaires de 2010-2011, les politiques des puissances régionales et internationales contribuant à alimenter cette polarisation. Les revendications des peuples insurgés n'ont pas été satisfaites



Place Tahrir au Caire, le 18 février 2011. DR

et, bien au contraire, la région a connu une véritable descente aux enfers : alliance des forces contre-révolutionnaires en Tunisie, restauration autoritaire en Égypte, désintégration de la Libye, conflits sanglants au Yémen et en Syrie... Les rivalités entre les pôles contre-révolutionnaires n'ont pas mécaniquement ouvert d'espace pour les forces progressistes, et ces dernières sont aujourd'hui davantage dans une stratégie de survie que de développement. Les 10 années qui se sont écoulées depuis l'onde de choc de 2010-2011 ont également été l'occasion, pour les puissances impérialistes, de faire la démonstration de leur hypocrisie criminelle, préoccupées avant tout par la « stabilisation » économique et la redistribution des zones d'influence et aucunement par l'amélioration des conditions de vie des peuples de la région. Malgré des discours de façade sur la nécessaire « démocratisation », le soutien politique et militaire apporté à la réaction régionale s'est ainsi renforcé, en dépit de la répression tous azimuts, des centaines de milliers de morts et des millions de réfugiés et déplacés.

Deuxième vague

Mais les raisons de la colère sont toujours bien là, et ceux qui faisaient le pari d'une stabilisation régionale par la contre-révolution en sont pour leurs frais. Des soulèvements de plus ou moins grande ampleur se sont succédé au cours des dernières années, montrant que la contre-offensive réactionnaire, incapable d'éteindre l'incendie régional, n'a pas été capable de stabiliser la situation et de produire un « nouvel ordre » consolidé et un tant soit peu légitime. On peut même dire que l'on a, à partir de 2018, assisté à une « deuxième vague » de soulèvements, avec notamment les cas emblématiques de l'Algérie, du Liban et du Soudan. Une deuxième vague qui présente bien des similitudes avec la première, notamment en ce qui concerne ses racines socio-économiques : « En Jordanie en 2018, le catalyseur de la contestation sociale était un décret gouvernemental augmentant les impôts. Au Soudan, c'étaient des mesures d'austérité supprimant des subventions de prix au détriment des plus pauvres. Au Liban, c'était

une nouvelle taxe que le gouvernement tenta d'imposer sur la communication téléphonique par Internet (VoIP). En Irak, la contestation sociale s'était nettement amplifiée au cours des dernières années. Et si l'affaire qui a déclenché le mouvement en Algérie était directement politique – la tentative de renouveler le mandat du président pour un cinquième quinquennat – cela ne veut pas dire qu'elle n'était pas liée à de graves problèmes socioéconomiques chroniques. »¹ Et si la pandémie de Covid-19 a mis provisoirement un coup d'arrêt à cette deuxième vague, bien imprudent serait celui qui parierait que le diable est définitivement rentré dans sa boîte... Mais il n'y aura pas non plus d'issue positive inéluctable, et nous partageons à ce titre le point de vue de notre camarade Joseph Daher : « De nouvelles explosions de colère populaire sont à prévoir car les causes profondes des soulèvements sont encore bien présentes. Elles se sont d'ailleurs approfondies. Cependant, ces conditions ne se traduisent pas nécessairement directement par des opportunités politiques, en particulier pour les pays qui ont subi des guerres et/ou une crise économique profonde. La gauche a besoin de construire et/ou de participer à la construction d'organisations et de fronts unis capables de combiner les luttes contre l'autocratie, l'exploitation et l'oppression, tout en étant en mesure de fournir une véritable alternative politique inclusive aux classes populaires. »²

Julien Salingue

1 – Gilbert Achar, « Le Printemps arabe, dix ans après », *Contretemps-web*, 1^{er} février 2021.

2 – Joseph Daher, « Monde arabe : dix ans après le début des soulèvements populaires, ce n'est qu'un début... », *Contretemps-web*, 10 mars 2021.

Dans les premières années du soulèvement, le mouvement avait créé des institutions alternatives à l'État existant, à la suite de la disparition de l'autorité de l'État dans certaines régions. Les manifestantEs ont créé des comités de coordination locale et des conseils locaux, fournissant des services à la population locale et coordonnant le mouvement de contestation populaire. Dans les territoires libérés, les révolutionnaires ont créé une situation proche du double pouvoir contestant le pouvoir du régime. Bien sûr, nous ne devons pas romantiser cette phase, des limites existaient. Ces nouvelles structures de pouvoir ne représentaient pas une forme d'alternative sociale révolutionnaire aux structures politiques et économiques existantes du capitalisme syrien, et présentaient des limites en termes de système alternatif d'autonomie démocratique.

En même temps, des groupes armés sous la bannière de l'Armée syrienne libre (ASL) se sont développés au long de 2011 et 2012. La militarisation a été largement motivée par la violente répression du régime, poussant des secteurs de l'opposition à avoir recours à la légitime défense armée. L'ASL n'a jamais agi comme une institution unifiée et s'est caractérisée par son pluralisme dans les premières années du soulèvement. Cependant, cette absence de centralisation et d'un leadership politique enraciné pour tenter de coordonner et fédérer les divers groupes armés de l'ASL autour d'un programme politique commun a très rapidement constitué un problème et a laissé la porte ouverte aux manipulations de pays étrangers. L'ASL a progressivement été affaiblie et marginalisée, et les groupes restants se sont transformés en proxys d'États étrangers, en particulier la Turquie dans le nord du pays, et/ou sont tombés sous la domination des forces fondamentalistes islamiques et djihadistes.

Coalition contre-révolutionnaire

Les organes démocratiques ont été progressivement sapés par

SYRIE DIX ANS

10 ans après le début du soulèvement, le territoire. Aidé par la Russie, Damas a écrasé le soulèvement, transformé au cours des années à d'énormes défis socio-éco-

plusieurs forces contre-révolutionnaires. La première et la plus importante d'entre elles a bien sûr été le régime despotique des Assad, qui visait à écraser militairement le soulèvement populaire. Le régime reste aujourd'hui la menace la plus importante pour les classes populaires syriennes. La résilience du régime était enracinée dans la mobilisation de sa base populaire par le biais de relations confessionnelles, tribales, régionales et clientélistes, ainsi que dans le soutien étranger massif de ses alliés.

La deuxième force contre-révolutionnaire, ce sont les organisations militaires fondamentalistes islamiques et djihadistes. Ces organisations n'avaient pas les mêmes capacités destructrices que l'appareil d'État des Assad, mais elles s'opposaient radicalement aux demandes et objectifs initiaux du soulèvement populaire, attaquaient les éléments démocratiques du mouvement de contestation et cherchaient à imposer un nouveau système politique autoritaire et exclusif. Enfin, les puissances régionales et les États impérialistes internationaux ont constitué la troisième force contre-révolutionnaire. L'assistance fournie par les alliés de Damas, la Russie, l'Iran et le Hezbollah, en plus des milices fondamentalistes islamiques chiites étrangères parrainées par Téhéran, a offert au régime un soutien crucial.

Contre ces acteurs, les prétendus « amis de la Syrie » (Arabie saoudite, Qatar et Turquie) ont constitué une autre force internationale de la contre-révolution. Ils ont soutenu la plupart des groupes fondamentalistes islamiques, ont contribué à transformer le soulèvement populaire en une

TUNISIE « EN CE QUI CONCERNE ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX »

Entretien avec **Ahlem Belhadj**, pédopsychiatre, militante pour la démocratie et pour les droits sociaux, notamment les droits des femmes, en Tunisie.

Quel bilan global peut-on tirer dix ans après le soulèvement tunisien ?

La révolution tunisienne n'a pas réalisé les attentes des jeunes et des moins jeunes qui l'ont portée, mais il y a toujours cette flamme du changement, cette énergie pour revendiquer, pour continuer à revendiquer, pour se mobiliser pour améliorer telle ou telle chose, cet intérêt pour la chose publique (chaque acte politique est décortiqué, commenté). Ce sont tous les Tunisiens et toutes les Tunisiennes qui participent à cela. Au niveau global, le bilan des dix ans, on peut dire que ce qui s'est passé en 2011 et depuis est loin

d'être à la hauteur de nos attentes, que ce soit sur le plan économique, sur le plan social, sur le plan politique. Les quelques gains que l'on a eus sont tout de même importants : on a la liberté d'expression, une alternance démocratique au pouvoir, des élections libres et transparentes – mis à part le contrôle financier des élections, c'est partout pareil mais chez nous ce n'est pas du tout contrôlé. Et aussi une Constitution qui garantit les libertés, l'égalité, les droits sociaux et économiques. Mais en ce qui concerne la justice sociale, les changements économiques et sociaux, les vraies réformes, on n'a rien vu. Cette décennie a été celle de l'islam politique, qui a toujours régné depuis les élections de 2011, qui a gouverné, fréquemment en alliance avec ceux de l'ancien régime. Ils se sont alliés de manière différente à chaque fois, et face à cela la gauche a été incapable de faire le poids, de porter les revendications issues de 2011.

5 APRÈS LE SOULÈVEMENT POPULAIRE

lèvement populaire syrien, le régime règne désormais sur plus de 70 % du territoire, l'Iran, le Hezbollah libanais et d'autres milices confessionnelles et réactionnaires, ont remporté ce qui s'est progressivement transformé en une guerre régionale et internationale. Cependant, le régime syrien fait face à des défis économiques qui sont loin d'être surmontés.



Syrie, 2011. DR

guerre confessionnelle/ethnique, et à chaque étape se sont opposés au soulèvement démocratique de peur qu'il ne constitue une menace pour leurs propres régimes autocratiques.

Les États occidentaux, sous la direction des États-Unis, ne voulaient pas non plus voir de changement radical en Syrie et ont rejeté tout plan visant à aider les forces armées démocratiques combattant pour renverser Assad. La politique américaine s'est concentrée sur la stabilisation du régime et ce qu'ils ont appelé « War on Terror », guerre contre le terrorisme, contre l'État islamique.

Malgré les divisions entre les différents acteurs régionaux et internationaux, ils étaient tous unis contre le soulèvement et visaient tous à empêcher sa propagation au-delà des frontières du pays.

Les défis en Syrie

Les différents acteurs contre-révolutionnaires ont tous contribué à écraser le soulèvement populaire syrien. Si nous ne devons pas hésiter à désigner ces forces comme

responsables de la défaite, nous devons également examiner et critiquer les erreurs et les carences de l'opposition syrienne.

L'un des problèmes les plus importants de l'opposition était l'alliance erronée poursuivie par des démocrates et certains à gauche avec le mouvement des Frères musulmans et d'autres groupes fondamentalistes islamiques et leurs soutiens internationaux, qui s'opposaient aux exigences démocratiques fondamentales du soulèvement, en particulier celles des femmes, des minorités religieuses et ethniques. Cette alliance erronée a contribué à briser le caractère inclusif du mouvement populaire initial en Syrie. Ce problème existait avant le soulèvement populaire, mais est apparu plus clairement avec son déclenchement.

Les divers groupes de gauche étaient trop faibles après des décennies de répression du régime pour constituer un pôle indépendant démocratique et progressiste organisé. En conséquence, l'opposition au régime des Assad n'a pas

réussi à présenter une alternative politique viable capable de galvaniser les classes populaires et les groupes opprimés.

Damas et d'autres capitales régionales estiment qu'elles peuvent maintenir leur domination despotique en recourant en permanence à une violence massive contre leurs populations. Cela est voué à l'échec, et on peut s'attendre à de nouvelles explosions de protestations populaires. Malgré tout le soutien de ses alliés étrangers, le régime Assad, en dépit de toute sa résilience, fait face à des problèmes insolubles. Son incapacité à résoudre les graves problèmes socioéconomiques du pays, combinée à sa répression incessante, a provoqué des critiques et de nouvelles protestations.

Au cours de l'année 2020 et au début de l'année 2021, diverses manifestations ont eu lieu pour dénoncer les problèmes économiques et la cherté de la vie. Cependant, ces conditions ne se traduisent pas automatiquement en opportunités politiques, en particulier après plus de neuf ans d'une guerre destructrice et meurtrière. L'absence d'une opposition politique syrienne structurée, indépendante, démocratique, progressiste et inclusive, qui pourrait attirer les classes les plus pauvres, a rendu difficile pour divers secteurs de la population de s'unir et de défier le régime à nouveau et à l'échelle nationale. Tel est le principal défi. Dans des conditions difficiles de répression, de paupérisation intense et de dislocation sociale, une alternative politique progressiste doit malgré tout être organisée dans l'expression locale de ces résistances.

Joseph Daher

UNE SOURCE D'INSPIRATION MONDIALE

La grande révolte de 2010-2011 fut un précurseur d'autres soulèvements à l'échelle internationale, ouvrant une vague de contestation mondiale du capitalisme néolibéral autoritaire.

L'année 2011 s'était ouverte avec les soulèvements tunisien et égyptien, qui inspirèrent rapidement d'autres populations de la région. Mais au-delà de la zone Moyen-Orient-Afrique du Nord, d'autres s'emparèrent des « printemps arabes », d'abord pour exprimer leur solidarité avec les peuples en lutte, mais aussi pour se mobiliser à leur tour, en écho aux premiers soulèvements de l'hiver.

Des Indignés à Occupy Wall Street

On pense ici entre autres au mouvement des places, ou des Indignés, en Europe, avec notamment la spectaculaire mobilisation du 15 mai 2011 à Madrid. En octobre 2011, l'universitaire Bertrand Badie expliquait ainsi (lemonde.fr, 26 octobre 2011) : « La correspondance est forte. Dans le temps d'abord. Le "printemps arabe" s'amorce en décembre 2010, et les premiers frémissements d'un mouvement des "indignés" s'observent au Portugal et en Grèce dès mars 2011 pour gagner toute leur visibilité à partir du 15 mai en Espagne. Dans les formes, ensuite. On retrouve dans les deux cas le même rejet explicite de toute organisation partisane des mobilisations, la même méfiance à l'égard des professionnels de la politique quels qu'ils soient, le même scepticisme à l'égard des idéologies... »

Et l'on pense également au mouvement Occupy, avec notamment sa principale déclinaison à Wall Street, lancé en septembre 2011, qui affirmait alors sur son site : « Nous sommes les 99 % de la population qui ne tolérons plus la rapacité et la corruption des 1 % restants. Nous nous servons des tactiques révolutionnaires du Printemps arabe pour arriver à nos



Puertadelsol, 2011. WIKIMEDIA COMMONS

fins et nous encourageons l'usage de la non-violence. »

Un mouvement mondial « synchronisé mais non coordonné »

Même si les mobilisations ont pris des formes diverses et ont connu des trajectoires très différentes, entre autres en raison des contextes socio-politiques nationaux, les phénomènes d'identification se sont reproduits et amplifiés au cours des années qui ont suivi, avec le développement d'un mouvement mondial « synchronisé mais non coordonné », selon la foule de notre camarade Dan La Botz, remettant en cause le capitalisme néolibéral-autoritaire : « Quand les Catalans sont allés bloquer l'aéroport de Barcelone le 14 octobre [2019], ils ont affirmé s'inspirer des méthodes de Hong Kong. Qui en retour a vu s'afficher, par solidarité, le 24 octobre [2019], en plein centre-ville, des centaines de drapeaux catalans brandis par des manifestants pour dénoncer "le même destin tragique" ». Gilets jaunes au Liban ou en Irak, parapluies à Paris, masques de Guy Fawkes, de Dali ou du Joker un peu partout, techniques de résistance à la répression qui voyagent de l'Égypte aux

États-Unis, de Hong Kong au Chili : des révoltes interconnectées, qui se regardent, se nourrissent et se soutiennent symboliquement, face à des gouvernements adeptes des mêmes politiques austéritaires et répressives.

Dix ans après, nous ne devons pas l'oublier : les soulèvements arabes de l'hiver 2010-2011 furent, alors que les effets désastreux de la crise de 2008-2009 se faisaient de plus en plus sentir, l'expression de la possibilité, et même de la nécessité, de se révolter contre un ordre injuste, et une source d'inspiration et de fierté pour les opprimés et les exploités du monde entier. À l'occasion du dixième anniversaire de ces soulèvements, le meilleur hommage que l'on puisse rendre aux insurgés martyrs et à toutes celles et tous ceux qui continuent de se battre dans l'adversité, est de demeurer intransigeants quant à notre anti-impérialisme, notre internationalisme et notre solidarité avec les peuples en lutte, mais aussi et surtout d'amplifier notre combat, ici et maintenant, pour un monde meilleur.

Julien Salingue

1 - Nicolas Bourcier, « Algérie, Liban, Irak, Chili, Hongkong... La contestation est mondiale », lemonde.fr, 8 novembre 2019.

LA JUSTICE SOCIALE, LES CHANGEMENTS, LES VRAIES RÉFORMES, ON N'A RIEN VU

Les causes profondes de la révolution sont donc toujours là...

Pour ma part, j'ai tendance à dire que c'est un processus révolutionnaire qui est toujours en cours, en me basant essentiellement sur la portée des mouvements sociaux et des mobilisations sociales, mais aussi des revendications politiques, qui restent radicales : justice sociale, distribution des richesses, et une opposition à tous ceux qui ont voulu s'approprier et détourner les aspirations de 2011, islam politique en tête.

Les ondes profondes sont toujours là, elles animent encore la Tunisie profonde, populaire, plein de couches sociales, car en dehors de quelques acquis démocratiques les résultats ne sont pas là. On a une situation économique explosive actuellement, un taux d'endettement du pays qui dépasse les 90 %, l'appauvrissement de nombreuses couches de la société, un désengagement de l'État en

matière de santé et d'éducation... Une crise économique sans précédent, avec une crise sociale d'ampleur, une augmentation du taux de chômage. S'y ajoute la corruption, qui fait des ravages, l'augmentation de l'économie parallèle qui représente plus de 50 % de l'économie tunisienne : sur le plan économique et social, on est en deçà de tout.

Sur le plan politique, c'est une grande instabilité. Si on la corréle avec le processus révolutionnaire, cela montre qu'il n'y a pas encore d'équilibre, qu'il y a quelque chose qui continue à faire bouger la Tunisie. Tous les trois ou quatre mois on a un nouveau gouvernement.

Moi je suis dans le secteur de la santé, on a eu 17 ministres depuis 2011 ! Cette instabilité politique témoigne du fait que le régime n'arrive pas à stabiliser les choses, que ce soit ceux de l'ancien régime ou leurs alliés de l'islam politique, les deux forces alliées de la contre-révolution

en Tunisie. Ils n'arrivent pas à asseoir un régime stable.

Cette inscription d'Ennahda dans l'agenda néolibéral et contre-révolutionnaire n'a-t-elle pas provoqué des tensions internes et des ruptures avec leur électorat populaire ?

C'est clair qu'Ennahda, et cela a été le cas dès le départ, a mené des politiques totalement néolibérales, associées à une corruption d'un niveau affreux, que les gens voient et reconnaissent aujourd'hui. Cela se traduit au niveau des votes, ils ont perdu énormément : si on calcule en nombre de votants, ils ont beaucoup perdu, ils sont à peine à un tiers des voix qu'ils avaient obtenues en 2011. Leur politique a été un fiasco : la décennie qui vient de passer est celle de l'échec d'Ennahda à mener ses politiques, qu'elles soient idéologiques/religieuses ou économiques. Ils avaient promis de créer 500 000 emplois et on n'a rien vu, malgré leur adhésion illimitée aux politiques néolibérales et aux instances internationales



Tunisie, 2011. DR

qu'ils ont essayé de charmer à plusieurs reprises.

Cela a provoqué des fissures à l'intérieur d'Ennahda, et cela a entraîné un mécontentement du côté de ses électeurs. Les fissures internes se sont manifestées par quelques critiques et quelques départs, mais le mouvement Ennahda est resté capable de garder

une certaine unité à l'intérieur, et surtout de jouer sur un double tableau : ils ont mis de côté les éléments les plus ultras, les plus radicaux en interne, et ils ont soutenu, à l'extérieur, la Coalition de la Dignité, al-Karama, qui a pas mal d'élus et de sièges en ce moment, qui est une extrême droite pourrie et conservatrice, mais qui

est aujourd'hui l'aile radicale sur laquelle s'appuie Ennahda. La crise actuelle, je crois, n'est déjà plus la crise de la légitimité d'Ennahda, mais plutôt la crise de l'absence d'alternative, avec l'incapacité des forces de gauche – comme des forces centristes – à s'organiser et à proposer une alternative.

AUTOMOBILE Débrayage à Renault Lardy (91) et Aubevoye (27): les salariéEs ne sont pas à vendre!

Judi 18 mars, sur le site de Renault Lardy, 300 salariéEs (Renault et prestataires) ont débrayé pour protester contre un projet d'externalisation d'un secteur de maintenance. En parallèle, 150 salariéEs du centre d'essais d'Aubevoye faisaient de même. 200 autres salariéEs des sites de Lardy, Guyancourt et Aubevoye ont également participé en se connectant «à distance» du fait du télétravail massif.

Le plan «d'économies» de Renault prévoit 4 600 suppressions de postes en France. Plusieurs débrayages ont été organisés à Lardy depuis juin 2020 pour protester contre cette casse sociale. Mais depuis deux semaines, la pression monte.

SalariéEs jetables

Le 4 mars, après une déclaration de Bruno Le Maire envisageant la «relocalisation» des salariéEs de Lardy sur d'autres sites en cas de fermeture du centre, une centaine de salariéEs se rassemblaient. Une semaine plus tard, une nouvelle «fuite» a exacerbé la colère: Renault veut «externaliser» de force 27 salariés de la maintenance des moyens d'essais. S'ils refusent d'aller chez le sous-traitant P2M, ils seront considérés comme démissionnaires: une forme de licenciement sans indemnités! La manœuvre avait déjà été utilisée par PSA pour «vendre» une vingtaine de salariéEs avec leur activité de maintenance à la même société sous-traitante P2M, puis pour se «débarasser» de quelque 300 salariéEs d'autres secteurs. Et qui était alors à la manœuvre? G. Le Borgne, désormais passé à la concurrence comme directeur de l'ingénierie chez Renault! L'opération vise aujourd'hui chez Renault une trentaine de salariéEs mais, si elle passait, ce ne serait qu'un début!

Mettre fin à la casse sociale

Une menace clairement perçue, bien au-delà des milieux qui se mobilisent d'habitude, ce qui explique le succès indéniable des débrayages du 18 mars. À Lardy, les salariéEs ont manifesté sur le site pour aller chercher le directeur du secteur. Face à une délégation de militants syndicaux et de salariéEs menacés, il a dit qu'il ne pouvait s'exprimer sur ce qui n'était encore qu'un «projet». Pas de quoi calmer la colère des salariéEs, d'autant plus que la direction a envoyé les documents officiels aux syndicats le soir même! À Aubevoye, les salariéEs ont manifesté et provisoirement bloqué l'entrée des camions. Sur d'autres sites, la pression monte également. Aux Fonderies de Bretagne de Caudan (56), les syndicats appelaient à la grève le 23 mars, car Renault a annoncé se désengager du site, laissant sur le carreau 350 salariéEs. Les travailleurEs de l'usine Bosch de Rodez étaient également en grève ce vendredi 19 mars contre le plan de la direction, qui menacerait 750 emplois dans les années à venir. À Lardy, la mobilisation continue pour faire reculer la direction. Le 30 mars sera une nouvelle journée de colère. Les patrons de Renault ont passé la deuxième vitesse pour appliquer leur plan de casse sociale, mais les travailleurEs ont bien l'intention d'y mettre un coup de frein!

Correspondant

PLATEFORMES Les précaires des applis en lutte contre les géants du numérique

Ces derniers mois en Europe, une série de décisions juridiques et politiques ont reconnu aux travailleurs et travailleuses des plateformes le statut de salariéEs. La mobilisation des précaires des applis, contre les multinationales telles Uber et Deliveroo, doit encore s'amplifier.

En Europe, 3 millions de personnes travaillent à temps plein pour une plateforme et plus de 10 millions en tirent un revenu occasionnel. Pour les travailleurs et travailleuses qui dépendent de ces géants du numérique proposant des services, principalement de livraison et de chauffeurs, les conditions de travail sont très dures et les droits sociaux quasi inexistantes. Peu à peu, à force de mobilisations et d'affaires en justice dans de nombreux pays, les «précaires des applis» obtiennent quelques victoires.

Grande-Bretagne, Espagne, Italie...

Au Royaume-Uni, Uber vient de reconnaître le statut de «travailleurEs» («workers») à ses 70 000 chauffeurEs. Dans la loi britannique, ce statut, intermédiaire entre celui de salariéE à part entière et d'indépendantE, permet de bénéficier de certains droits sociaux, dont le salaire minimum, les congés payés et la possibilité de cotiser pour la retraite. Après une défaite devant la Cour suprême britannique qui avait donné raison à une vingtaine de travailleurEs, Uber a été obligé de céder et d'adapter son modèle. Mais, n'étant pas entièrement reconnu comme des salariéEs, les chauffeurs n'auront pas le droit à des congés maladie ni à des congés de maternité ou paternité, ni au paiement de leur temps d'attente entre deux clients. En Espagne, le gouvernement vient de décider de modifier le code du travail pour considérer désormais automatiquement comme salariéEs les livreurEs à domicile de toutes les plateformes. Ce décret a fait suite à une série de plaintes qui avaient débouché sur la reconnaissance par la Cour suprême de l'activité salariée des livreurEs. Mais la loi espagnole n'introduit



DR

qu'une présomption de salariat qui n'exclut donc pas que les plateformes obtiennent par la suite gain de cause pour garder certains subordonnéEs sous le statut d'indépendantE. En Italie, le parquet de Milan a condamné Just Eat, Glovo, Deliveroo et Uber Eats à une amende d'un montant total de 733 millions d'euros, pour la violation des règles de santé et de sécurité au travail. Il a également condamné Uber à une amende de 60 000 livreurEs devront voir leurs contrats modifiés pour régulariser leur statut et les faire passer d'indépendantEs à salariéEs. Les plateformes font appel de cette décision et estiment que l'enquête, qui concerne d'anciens contrats, n'aura pas d'incidence pour l'avenir de leurs activités en Italie.

Et en France?

En France, en dépit d'une décision de la Cour de cassation de mars 2020 contre Uber, reconnaissant un contrat salarié entre un chauffeur et la plateforme,

force est de constater que la situation ne change pas beaucoup pour les dizaines de milliers de précaires concernés. L'arrêt «n'a entraîné ni requalification immédiate ou automatique de tous les chauffeurs [Uber] ni même eu une conséquence sur la jurisprudence en la matière», se félicite-t-on chez Uber. En effet, les tribunaux ne se sont pas tous alignés sur la position de la Cour de cassation. Selon Uber, seuls 150 chauffeurEs en France auraient entrepris des démarches juridiques pour faire reconnaître leur statut de salarié. Ce ne sont pas les victoires en justice qui changeront vraiment la donne. Les géants du numérique ont les moyens de faire pression sur les institutions, comme en Californie où Uber a dépensé des centaines de millions de dollars pour faire passer un référendum (qu'elle a gagné en novembre) afin de pouvoir conserver le statut d'indépendantE pour ses chauffeurEs, en dépit d'une loi votée en 2019 l'interdisant. Seule la mobilisation et le rapport de forces dans la lutte permettront aux précaires des applis d'imposer leur revendication. Le 24 février, une journée internationale de mobilisation contre une «loi Uber» en Europe et contre

le faux travail indépendant a réuni dans la rue des collectifs de tous les pays. En Italie, les livreurEs ont annoncé qu'ils et elles allaient poursuivre leur lutte, et prévoient d'ores et déjà une vaste journée d'action et de grève le 26 mars dans pas moins de 32 villes italiennes.

Camille Decaux

L'Anticapitaliste la revue

Le n°124 est disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à: L'Anticapitaliste, 2 rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex. Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

LA POSTE Grève du 16 mars dans le 92: un point d'appui pour une mobilisation d'ensemble

La détermination des postierEs du département s'est aussi traduite dans la rue, avec une manifestation combative, drapeaux des trois syndicats mélangés derrière la banderole unitaire, qui s'est terminée devant le siège de La Poste. 300 personnes ont ainsi scandé des slogans contre les réorganisations, pour l'emploi, les conditions de travail et les salaires. Ces thèmes sont en effet centraux dans la période. Plusieurs syndicats de La Poste revendiquent, depuis le début de la crise Covid, une prime de 1 000 euros. À la place, la direction préfère

Plus de 60% de grévistes au niveau du département, avec plusieurs établissements au-dessus de 70, voire 80%: ces chiffres résument bien l'ampleur de la mobilisation appelée le 16 mars par Sud, la CGT et FO.

imposer 1 000 réorganisations à la distribution en 2021, sachant que la dégradation rapide des conditions de travail et les destructions d'emplois touchent tous les secteurs.

Et maintenant, l'élargissement?

Profitant de la situation créée par la pandémie, le PDG Philippe Wahl et les actionnaires de La Poste passent la surmultipliée, en tablant sur le fait que les luttes resteront



NPA

émiettées, malgré la concentration des attaques. Dans ce contexte, le succès d'une grève à l'échelle d'un département, en intersyndicale, est évidemment un point d'appui pour construire

un rapport de forces à la hauteur des enjeux, c'est-à-dire national. Le 27 mars, un rassemblement aura lieu à Bordeaux contre la précarité, à l'appel de Sud et de la CGT. Des grèves ont lieu dans plusieurs départements. Sud PTT, au niveau national, a contacté les autres fédérations pour discuter d'une grève dans tout le pays. L'heure est en effet à donner des perspectives sur tout le territoire.

Édouard Gautier

AIR FRANCE, ADP

Un parfum de lutte dans l'air aérien

Judi 18 mars, plusieurs milliers de salariéEs ont défilé sur l'aéroport de Roissy. Principalement des salariéEs d'entreprises sous-traitantes, protestant contre la suppression de milliers d'emplois.

Plusieurs terminaux de l'aéroport sont toujours fermés depuis un an. Malgré l'indemnisation du chômage partiel certaines entreprises

en profitent, à commencer par Air France et Aéroports de Paris (ADP), et demandent de renégocier à la baisse, entre 10 et 20%, tous les contrats. Une pression qui touche toutes les entreprises à forte main-d'œuvre: bagagistes, employés de la sûreté, du nettoyage, agents d'accueil, etc.

Une mobilisation remarquable

L'objectif est de baisser les salaires, par exemple en fermant une entreprise où les salariéEs ont plus de 40 ans et en créer une nouvelle avec des jeunes et plus bas salaires. Avec l'exemple du groupe WFS,

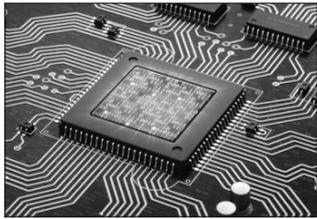
Pénuries de puces électroniques : un cas d'école d'incompétence du capitalisme

Il y a quelques jours, le journal *The Guardian* expliquait que la pénurie mondiale de puces électroniques avait atteint « un stade critique » : « des chaînes automobiles sont arrêtées, des lancements de produits grand public sont reportés »... La microélectronique est en réalité une industrie assez emblématique de l'état actuel du capitalisme.

Les investissements y sont colossaux et ont doublé en 20 ans pour atteindre aujourd'hui plus de 120 milliards de dollars dont la moitié dépensés par seulement deux leaders du marché : le taïwanais TSMC et le coréen Samsung. Leurs États, comme la Chine ou les USA soutiennent massivement leurs industries, l'Europe aussi mais dans une moindre mesure. C'est un secteur stratégique présent partout : applications grand public (ordinateurs, téléphonie...), automobile, communications, cartes sécurisées, automatisation industrielle, médical... et qui intéresse aussi l'armée. C'est également un secteur où la concentration s'exerce rapidement et où de mauvais choix de stratégies de recherche et développement ou de client peuvent se payer rapidement très cher.

Un secteur en croissance

Globalement l'industrie de la microélectronique est en



DR

croissance, même si elle est touchée régulièrement par des crises comme celle de 2009-2010. Si un petit flottement a eu lieu au tout début de la crise sanitaire, assez rapidement il est apparu que le contexte de la pandémie allait bénéficier à ce secteur clef dans les télécommunications : serveurs, connexions, ordinateurs, imagerie... la demande a explosé. À cela s'ajoute le démarrage de la 5G et le renouvellement du parc de téléphones qui va avec : on parle là de dizaines voire de centaines de millions de puces à fournir aux fabricants de téléphonie mobile. Face à cette demande énorme, d'autres secteurs comme

l'automobile ou l'équipement industriel apparaissent comme bien plus anecdotiques. Dans un contexte d'impossibilité de fournir la demande, la priorité est donnée aux plus gros clients sans aucune prise en compte de l'usage qui sera fait des puces.

Incohérences et choix de société

Il y a dans ce secteur une démonstration de l'irrationalité du capitalisme : incapacité à anticiper réellement les investissements même selon les critères du système, concurrence violente entre les différents groupes, pas de stratégie globale et, sur le long terme, en recherche et développement, et évidemment aucune prise en compte des questions écologiques. C'est le règne du profit maximum et c'est bien la seule chose qui prévaut. Évidemment il n'est pas question aujourd'hui de se passer de la microélectronique. D'abord parce que certaines applications sont

réellement utiles, notamment la filière médicale, mais aussi parce que nous n'envisageons plus de vivre sans communiquer et que les possibilités que cela donne en termes d'information et de démocratie sont réelles. Cependant, nombre d'applications sont inutiles voire nuisibles ou carrément abjectes : de la brosse à dents connectée à la reconnaissance faciale, en passant par les capteurs infrarouges pour l'armée... À cela s'ajoute le fait que cette industrie est écologiquement totalement insoutenable. Les quantités d'eau et d'énergie nécessaires sont gigantesques, les produits utilisés sont très dangereux, polluants, cancérigènes, les matières premières nécessaires, en particulier les métaux rares, sont extraits dans des conditions humaines et écologiques inqualifiables. La pénurie de puces n'est donc pas en soi un problème : c'est réduire et réorienter cette filière qui est une nécessité urgente !

Elsa Collonges

AVEYRON Un printemps des luttes

Mobilisation chez Bosch, à la SAM, maison du peuple occupée à Millau, postierEs en lutte à Decazeville : de vraies résistances.

« **B**osch fossoyeur d'emplois, l'État responsable » : vendredi 19 mars, la manifestation de 800 salariéEs a été la première riposte intersyndicale chez Bosch après l'annonce de la suppression de 750 emplois. Une colère qui monte. Et la ministre de l'Industrie présente à Rodez pour une énième table ronde a été directement prise à partie par les manifestants, huée et interpellée : « Vous voulez qu'on crève », lui ont lancé en face-à-face les manifestantEs !

De la SAM...

Deux jours après, dimanche 21 mars, 3 000 personnes se sont



NPA 31

réunies devant l'usine de la SAM dans le bassin de Decazeville. Presque le même nombre qu'il y a un mois au même endroit. Comme l'a rappelé la déléguée CGT de l'usine Ghislaine Gistau, « rien n'est réglé » et le seul repreneur en lice, le groupe espagnol CIE Automotive, est en toujours à vouloir supprimer 214 emplois

sur les 347 en poste aujourd'hui. Renault, donneur d'ordre à 100% pour l'usine, n'a pas concrétisé son accord seulement de principe pour une augmentation des commandes. Le collectif « Tous ensemble » du bassin de Decazeville, cette fois-ci à la tribune, a rendu compte de la grève du centre de courrier

d'Aubin. En soutien, une manifestation avait réuni le 16 mars 400 personnes, et des usagerEs avaient bloqué plusieurs jours les véhicules de distribution du courrier. Samedi 20 mars dans la soirée, La Poste a renoncé partiellement à son plan de suppression de 17 emplois.

... au Larzac

À la fin du rassemblement devant la SAM, toutes et tous d'usines et de services actuellement en lutte ont été appelés à se réunir autour de la tribune, une convergence des luttes concrète ! À l'autre bout sud du département, à Millau, tout près du Larzac, la Maison du peuple, devenue théâtre, est occupée. Tout un symbole, c'est dans le lieu même où se sont créées les premières caisses de retraite pour la ganterie que se manifeste, comme dans les autres théâtres occupés, le combat contre la remise en cause de l'assurance chômage. Rien n'est gagné. Mais un chemin s'ouvre vers une convergence des luttes. Et si ce n'était qu'un début...
Jean-Claude Vessillier

candidat à la reprise de sa propre filiale CBS, qui gère les bagages pour Air France, avec à la clé 195 licenciements. Les travailleurEs de la sous-traitance dénoncent le fait qu'Air France reçoit des aides pour maintenir ses emplois et en profite pour financer des plans de départs volontaires massifs sous forme de préretraites, mais n'aide pas ses sous-traitants bien au contraire. ADP, l'autre grand donneur d'ordre de la plateforme, négocie lui aussi le départ de milliers de ses salariéEs, la baisse des congés et des primes, et bien sûr le passage à la sous-traitance des activités touchées... malgré les confortables bénéfices des années passées qui en faisaient une entreprise à privatiser. Les difficultés de mobilisation sont liées au fait que de nombreux et nombreuses salariéEs sont au chômage partiel depuis

un an et se rencontrent peu. La manifestation du jeudi 18 mars, où tous les syndicats appelaient, à l'exception notable de la CFDT, n'en est que plus remarquable. Et en appelle d'autres.

Les colères éclatent

En parallèle se déroulait, dans le principal hangar d'Orly, où deux Boeing B777 d'Air France étaient en révision lourde pour un mois, une autre mobilisation. Là, depuis la veille, touTEs les salariéEs travaillaient au ralenti, observant les gestes barrières : tu ne touches pas à un outil s'il n'est pas désinfecté, tu ne travailles pas à moins de deux mètres d'un autre... Cette mobilisation générale, pas vue depuis plusieurs années, fait suite à une demande de sanction pour non-port du masque, les salariéEs l'enlevant provisoirement entre deux travaux à l'intérieur de l'avion.



DR

La veille, une assemblée s'était réunie, pendant laquelle les salariéEs exprimaient un ras-le-bol : « En mars-avril la plupart des cadres se sont enfuis, on s'est retrouvés seuls à maintenir les avions, il n'y avait pas de masques. Et maintenant vous voulez

nous donner des leçons ? Confortablement installés dans vos bureaux ? Moi si je travaille en soute avion avec le masque et mes lunettes, au bout de cinq minutes je ne vois plus rien. Comment je fais ? » Le responsable, de la race des nouveaux

Soutien à l'UNEF face aux racistes et aux réactionnaires !

Depuis plus d'une semaine, l'Union nationale des étudiants de France (UNEF) est la cible d'une violente campagne menée conjointement par le gouvernement, la droite extrême et l'extrême droite. Il est reproché au syndicat d'avoir expliqué, par la voix de sa présidente Mélanie Luce le 17 mars, qu'elle organisait en son sein des réunions non mixtes entre personnes racisées.

C'est à une surenchère raciste et réactionnaire que l'on assiste : Éric Ciotti qualifie l'UNEF d'« avant-garde de l'islamogauchisme en France » et demande la dissolution du syndicat, rejoint par d'autres représentants de la droite extrême et de l'extrême droite. Christophe Castaner a dénoncé un « un clientélisme indigéniste exacerbé totalement scandaleux » et, le 19 mars, c'est le ministre Jean-Michel Blanquer qui a osé parler de « choses qui ressemblent au fascisme ».

Une campagne qui vient de loin

Cette nouvelle offensive contre l'UNEF s'inscrit dans la foulée de précédentes campagnes du même type et se déroule dans le contexte de la pathétique polémique sur l'« islamogauchisme » qui « gangrènerait » les universités, selon les mots de la ministre Frédérique Vidal. Elle survient en outre quelques jours seulement après des accusations du même ordre, déjà contre l'UNEF, à Sciences Po Grenoble.

Tous les prétextes sont bons pour s'en prendre aux militantEs progressistes et antiracistes, et le gouvernement porte une lourde part de responsabilité dans cette énième campagne haineuse. Il est d'ailleurs pour le moins scandaleux de voir un pouvoir menant des politiques racistes, notamment à l'égard des migrantEs et des sans-papiers, et dont le projet de loi « séparatisme » jette la suspicion sur l'ensemble des musulmanEs, se poser en défenseur de l'égalité des droits et en chantre de la lutte antiraciste. Sans même parler de l'extrême droite qui joue la surenchère...

Les réunions en non-mixité choisie sont un outil destiné à favoriser discussions, prises de conscience et élaboration politique entre personnes victimes d'une oppression spécifique. Depuis longtemps, le mouvement des femmes a recours à ce type de réunions, qui sont un moyen pour les premierEs concernéEs par une oppression de se retrouver entre elles et eux. Et il n'y a rien de surprenant ou de choquant à ce que des personnes racisées puissent elles aussi se retrouver. Le NPA a condamné l'offensive politique et médiatique contre l'UNEF et apporte son plein soutien au syndicat et à ses militantEs. La démesure de la campagne dont l'UNEF est aujourd'hui la cible montre en outre que, derrière le syndicat étudiant, ce sont toutes celles et ceux n'acceptant pas de se taire face au racisme et à l'islamophobie qui sont visés.

Nous continuerons de dénoncer le racisme d'où qu'il vienne, et de nous tenir aux côtés de toutes celles et tous ceux qui luttent contre le racisme et refusent de se laisser intimider par les amalgames et les calomnies réactionnaires.

Nouveau Parti anticapitaliste

ingénieurEs, lisses et experts en novlangue, en est resté coi...

La direction a cédé en 24 heures. Fait notable, l'absence de la quasi-totalité des syndicats à l'exception de Sud aérien. En parallèle à cette réaction massive, un jeune, mis à pied avec solde depuis un mois, était reçu pour un entretien préalable à une éventuelle sanction. Il lui est reproché de refuser le nouvel horaire comportant des nuits. Il s'appuie sur l'inspection du travail et la loi. La direction n'en revient pas. Elle qui pensait faire des gains de productivité avec le départ des anciens voit un jeune reprendre le flambeau de la résistance!

Des signes annonciateurs d'un printemps des luttes, mais il est vrai lié aussi à l'activité. À Orly, le planning de travail est rempli jusqu'à décembre.

Jet Aelys

150^e anniversaire de la Commune

Les Gilets jaunes et la Commune : « La prochaine fois, la Commune de Paris sera la Commune de France »

À l'occasion des 150 ans de la Commune de Paris, nous avons interrogé des militants issus du mouvement des Gilets jaunes qui nous ont livré leur vision de cette séquence historique devenue l'emblème même de la révolution populaire. Les versions intégrales des entretiens sont à retrouver sur notre site. **Propos recueillis par Hélène Marra.**

Leur République et la nôtre Se réapproprier le politique

« **Sylvain Robespierre** » a répondu à nos questions. Son pseudonyme affiche clairement l'admiration pour Maximilien de Robespierre, une figure qui « parlait au nom des plus pauvres » et qui, selon le militant, a été mal comprise. Gilet jaune depuis le 17 novembre 2018, Sylvain est toujours engagé dans ce mouvement dont il administre les espaces numériques des Hauts-de-France dédiés aux actions et aux débats. Il est employé dans une boîte qui développe des logiciels pour les mutuelles et déclare avoir découvert le milieu militant grâce aux Gilets jaunes.

Le mouvement des Gilets jaunes a permis d'expérimenter des nouvelles formes de lutte et d'action. Quelles étaient les formes d'organisation des Gilets jaunes lillois ?

Notre organisation et notre système de prise de décision fonctionnaient principalement à travers des assemblées générales. Personnellement, j'agis encore dans la continuité de ce que nous avons décidé dans les AG. Nous avons décidé de continuer le combat sur Lille quoi qu'il arrive et de travailler à la construction de formes de convergence. Nous avons deux typologies d'assemblée : l'une, considérée principale, qui servait pour décider et coordonner les actions qui nous permettaient d'avoir une visibilité large et auxquelles participaient tous les militants, et d'autres, secondaires, qui permettaient de mener des actions spécifiques à partir des différentes sensibilités. Le mouvement des Gilets jaunes est multiforme, il y avait des gens qui voulaient mener des actions directes pour bloquer l'économie, d'autres voulaient faire des grèves, d'autres encore venaient pour participer au débat... Nous voulions donc un peu tout faire. Nous avons malheureusement dû arrêter les AG à cause de la présence de perturbateurs et de conflits qui se multipliaient progressivement.

Le 18 mars dernier nous avons fêté les 150 ans de la Commune de Paris. Y a-t-il une actualité de la Commune ?

La Commune était un peu comme les Gilets jaunes sauf qu'elle était localisée sur Paris tandis que nous on était partout en France. La Commune demandait plus de justice sociale, plus de démocratie, les femmes étaient aussi sur le devant de la scène, exactement comme dans le cas des Gilets jaunes. Chez nous, il y avait beaucoup de femmes qui allaient au combat. Il y a beaucoup de choses similaires avec celles qu'on a vécues sauf que nous avons été



PLEIN LE DOS

moins virulents. La Commune a été aussi un épisode sanglant de notre histoire. Il y a des similitudes mais aussi des divergences dans les modes d'action et aussi au niveau de l'étape dans laquelle se situe ce soulèvement populaire. Nous étions là pour dire « Attention, ça risque de tourner mal », mais cela pourrait vite basculer vers quelque chose de beaucoup plus virulent. Je pense donc que l'État doit faire attention, même s'il s'agit d'un système libéral-capitaliste, il devrait quand même abdiquer, ils sont allés trop loin dans la logique du profit ; ils ont donné quelques miettes mais c'est très insuffisant et la prochaine fois la Commune de Paris sera la Commune de France. Ils ne se rendent pas compte que les gens sont au bout, ils jouent avec le feu, confinement, pas confinement, restriction des libertés. À un moment ça va exploser, on a été les prémices et la réponse a été le basculement dans un État autoritaire et policier.

Nous avons manifesté hier [20 mars] contre la loi sécurité globale qui est passée au Sénat. Nous essayons de défendre nos libertés ; nous ne voulons pas être tous fichés pour nos opinions politiques ou religieuses, nous allons être fichés au niveau

de la santé. Tout va être lié dans les big data et avec la reconnaissance faciale et les drones toutes les données qui étaient déjà récoltées par les GAFAM et les plateformes pourront être collectées et utilisées légalement par l'État. Et nous, nous ne pouvons même pas filmer les forces de l'ordre qui sont en train de nous tabasser. Voilà où on en est en France.

Contrairement aux Gilets jaunes, la Commune s'est confrontée à la question de l'État.

Oui, en parlant de la Commune, Macron à un moment a posé la question autrement, il a dit que la République était celle de Versailles. C'est celle-ci sa République mais pas la nôtre. Nous avons compris que nous ne pouvons rien négocier avec ce pouvoir, la Commune a construit un contre-État, nous devrions peut-être construire un État à l'intérieur de l'État où l'on fabrique la loi et on respecte le pouvoir décisionnel du peuple. Les députés devront donc mettre les virgules et les accents sur ce que nous avons décidé, nous aurons à ce moment-là une nouvelle démocratie. En réalité, nous n'avons rien obtenu car nous avons essayé de négocier avec eux. Ils ne vont pas lâcher le bifteck si facilement.



PLEIN LE DOS

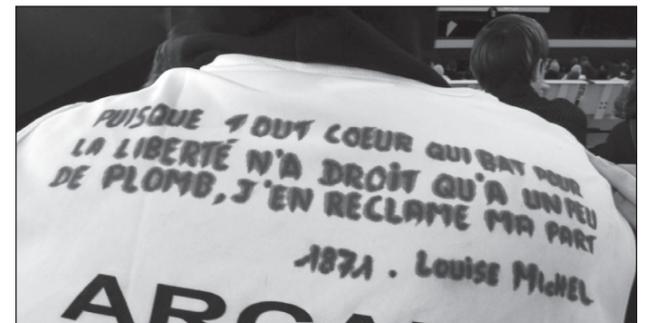
Alexandre Chantry est l'un des animateurs du mouvement des Gilets jaunes en Hauts-de-France.

Tu as été une figure importante du mouvement des Gilets jaunes dans les Hauts-de-France. Quel a été le levier de ton engagement au début ?

Jusqu'au 16 novembre, je ne m'étais pas plus intéressé que cela à ce mouvement. Souvenez-vous, on en parlait comme d'un mouvement réactionnaire et d'extrême droite, donc je dois dire que j'ai pris la décision d'y aller le 16 novembre même, au soir très tard, tout simplement parce que la semaine qui avait précédé l'acte I a été très convaincante. Je travaille dans le social, je suis un habitué des luttes et des manif, et je n'ai jamais vu (et pas depuis d'ailleurs) des gens des quartiers populaires parler autant d'un mouvement social. Un facteur important est constitué par le fait que je viens de la campagne, j'habitais à 30 minutes de Lille, je connaissais donc très bien les problèmes de la ruralité. Derrière la revendication première qu'était la baisse du carburant se trouvait selon moi une vraie crise du porte-monnaie, renforcée dans les zones dont je suis issu. Chez nous il n'y a pas le train, très peu de bus. On se déplace en voiture dans ces coins-là et donc, quand le carburant augmente, c'est du budget en moins sur le reste. Pour finir, le levier le plus important fut l'expérience du 17 novembre. Pour la première fois dans ma vie de militant, j'avais vraiment l'impression que le prolétariat français était dehors, dans la rue. Là où d'ordinaire les luttes rassemblaient plutôt un public de militants formés, une bourgeoisie intellectuelle, cette fois-ci j'avais l'impression de me battre réellement au côté de ceux qui sont le plus en difficultés en France, de ceux dont on ne parle jamais. Ces exploités, au salaire misérable, tout juste « riches » pour ne pas être pauvres, mais assez pauvres pour ne pas être riches. Les oubliés des partis, des médias et, bien sûr, de l'élite bourgeoise.

Quel était le rôle des assemblées et des formes de démocratie directe ?

Les assemblées générales Hauts-de-France (nous en



PLEIN LE DOS

avons organisé quatre et chaque semaine il y avait les AG locales, celles de Lille avaient lieu le mercredi) servaient avant tout de lieu d'organisation et de « lien » entre les différents groupes de la région. En effet, chaque groupe de Gilets jaunes des Hauts-de-France envoyait des camarades sur place afin de faire entendre leurs voix et leurs revendications. Ces AG ont permis la coordination, au niveau régional, l'organisation d'actions (types opération escargot) et des manifestations... Ça a été aussi, et cet intérêt ne peut pas être perçu de premier abord, un lieu « d'entraînement » à la prise de parole en public. On pouvait s'exprimer, débattre, faire du politique sans faire de la politique, se réapproprier l'espace public et, bien sûr, c'était aussi une forme d'éducation populaire, car tous ensemble, on réfléchit bien mieux, on apprend des uns et des autres, on se conforte ou on se confronte dans nos revendications.

Certains Gilets jaunes (comme ceux de Commercy) ont développé et défendu une forme de communalisme qui fait écho à l'expérience révolutionnaire de la Commune de Paris. C'était aussi le cas des Gilets jaunes dans le Nord ?

Ce n'était pas aussi développé dans le Nord. Très difficile de structurer la chose. On a essayé mais tout ce qui se rapprochait d'une forme d'organisation était perçu comme une tentative de construction politique. Les gens se méfient de ces formes d'organisation, aussi horizontales soient-elles. Car l'organisation en assemblée crée malgré tout une forme de domination culturelle. En effet j'ai pu observer que beaucoup de ceux qui prenaient la parole s'investissaient dans l'organisation concrète et pragmatique des événements (réserver la salle, assurer un stand de restauration, faire les

comptes de la caisse, préparer les tracts, etc.). Ces tâches étaient assurées par des gens formés, soit politiquement soit au niveau des études. La volonté était bien là, cette forme d'organisation horizontale est celle qui permet d'obtenir le plus d'adhésion et bien sûr le moins de frustration. En revanche il y a du travail car tout le monde n'est pas rompu à l'exercice.

Y a-t-il selon toi une actualité de la Commune de 1871 dans les luttes contemporaines ?

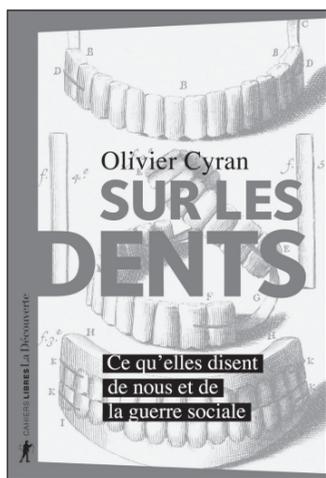
Il est évident que depuis les mouvements type Occupy Wall Street, Nuit debout, les ZAD, on en revient à une forme d'organisation qui repose souvent sur l'horizontalité, et qui ne repose plus sur quelques individus. La prise de décision par assemblée est déjà la norme dans les mouvements étudiants, écologistes, féministes... Seul le champ traditionnel du combat social et syndical ne semble pas épouser ce fonctionnement. Je pense qu'il est important de décloisonner et élargir le processus de décision et la stratégie de l'action collective et que nous devrions revenir à ce procédé. On ne peut pas attendre de la population qu'elle participe, prenne à bras-le-corps, s'engage sur les problèmes inhérents au système capitaliste sans lui donner les lieux et la possibilité de s'exprimer, de proposer, de décider. De plus, je trouve que l'on revient réellement aux fondamentaux de la lutte des classes. Il y a encore 10 ans, le mot capitalisme par exemple était peu entendu. Aujourd'hui, le prisme de la classe redevient petit à petit prépondérant dans l'analyse de la société. La Commune de Paris s'est bâtie sur ce même aspect, les prolétaires reprirent aux bourgeois la ville de Paris pour se libérer du joug de leur domination économique et politique.

Essai

Sur les dents, d'Olivier Cyran

La Découverte, mars 2021, 296 pages, 20 euros.

Cette enquête d'Olivier Cyran est fondée sur la collecte « d'histoires de dents à raconter », qui sont des points d'entrée dans le système de soin hexagonal et ses conflits quotidiens contraignant le quidam à « l'abandon total de sa souveraineté bucco-dentaire à un type qui vote certainement à droite ». Sans négliger des approfondissements sur le temps long à partir d'anthropologues anarchistes ou des « risettes éperdues de la Nouvelle Héloïse », le journaliste remplace d'abondantes prises de parole dans les frissons d'une efficace ironie hostile aux puissants. L'analyse de mécanismes abimant les corps contextualise les cruautés de soins à la truelle destinés aux pauvres.



soins remboursés dans un « pas de compromis sur la qualité » consistant à ne soigner que ceux qui payent le maximum. La roublardise c'est de ne pas accueillir de consultations le samedi ou le mercredi après-midi pour échapper aux enfants dont les soins rapportent peu, ou à ne pas s'équiper pour éviter les travailleurs handicapés.

D'après les derniers chiffres, les « chirurgiens-dentistes généralistes » empochaient en moyenne 90 000 euros par an et les orthodontistes 175 000 euros. Une juste rémunération ? Amplement cité par Olivier Cyran car guidé par sa déontologie, un médecin indique que selon lui « 50% des dentistes devraient être interdits d'exercer ». Conscientieux, de gauche et proche du burn-out, ses analyses affirment l'impossibilité de soigner correctement. Selon lui, en dehors de l'appât du gain, le coût de fonctionnement d'un cabinet dentaire exigerait que le dentiste en libéral facture 300 euros de l'heure, et à ce tarif un acte essentiel comme le détartrage devrait pour être rentable durer moins de 10 minutes.

Les bouches, les biographies et le blé

Les « soins » dentaires et leurs violences sur les bouches sont sources d'angoisse chez des millions de personnes notamment dans les milieux ouvriers. Au-delà de tentations de préserver son intimité buccale, ces craintes découlent des souffrances

directes et des humiliations socialement situées liées aux opérations dentaires qui pèsent sur les vies et les récits. Leur écriture constitue le principal intérêt de l'ouvrage car derrière les souffrances d'un jour d'un passage chez le dentiste soumis à des critères de rentabilité, les conséquences peuvent être irréversibles.

L'ouvrage se termine sur les États-Unis, un pays où 10% de la population est édentée et où 114 millions de personnes n'ont aucune prise en charge de leurs soins dentaires. Un modèle différent du pays de la Sécu ? Fin 2018, le défenseur des droits protestait contre l'affichage explicite sur Doctolib du refus de dentistes de prendre rendez-vous avec les « mauvais payeurs », ceux qui n'ont pas la bonne couverture. Un « panier CMU » ne rembourse même pas entièrement des actes courants et des soins dentaires élémentaires à celles et ceux qui en ont, très certainement, le plus besoin. Faisant l'apologie de la marchandisation de la santé, la loi Bachelot de 2009 a supprimé les règles encadrant la « dentisterie rapide ». Si les pauvres sont trop pauvres pour consommer des soins de qualité, ils constituent quand même des clients. Écartés des cabinets dentaires libéraux, ils se tournent vers des centres de soins aux méthodes encore plus douteuses. L'ouvrage revient longuement sur « l'affaire Dentexia », une chaîne de centres de soins véreuse ayant laissé 3 000 personnes amochées car les dentistes y travaillaient « comme des automates en surchauffe dans une usine de charcuterie hard discount ».

Chris Miclos

Friandises et entrepreneurs de la dentisterie

Zone de droit du plus fort, le secteur de la dentisterie est un champ de bataille entre patientes et médecins, entre clientes et vendeurs. Au-delà de risques liés à des modes de vie déterminés par l'exploitation qui pèsent sur les hygiènes, les alimentations et les violences subies, les témoignages de l'ouvrage montrent comment les calculs à court terme en fonction d'impératifs économiques conditionnent les soins bucco-dentaires. Le tout est à l'opposé d'une gestion rationnelle des pathologies aux échelles individuelle et collective, nuit à la prévention et à la préservation des corps.

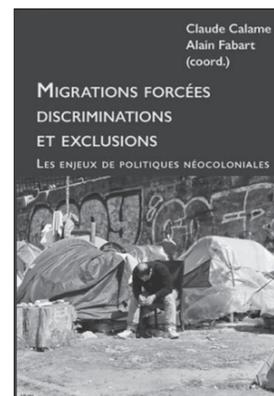
Pour de nombreux et nombreuses salariéEs, déshérités ou non, bénéficiant de traitements adaptés à la conservation de dents en bon état est un parcours coûteux où il faut s'orienter malgré le manque d'informations. Tandis que les laboratoires et les prothésistes surfacturent leurs produits, le dentiste en libéral a également intérêt à palper pour faire tourner des cabinets dentaires mettant « en concurrence des actes peu rentables avec les actes qui dégagent une grosse marge ». Les dentistes cherchent à enchaîner les patientes pour amasser les chèques tout en triant les clients, les mutuelles, et les traitements. Les patientes trop pauvres s'évitent sous divers prétextes. Le sérieux amène à ne pas se limiter à effectuer les

Essai

Migrations forcées, discriminations et exclusions

Coordonné par Claude Calame et Alain Fabart. Éditions du Croquant, 220 pages, 15 euros.

L'arrivée de migrantEs en Europe depuis quelques années a été décriée. Une prétendue « invasion » est invoquée pour permettre à des politiques racistes et xénophobes de laisser mourir sur les routes de l'exil des dizaines de milliers de personnes chaque année et de les maltraiter une fois à destination. Pourtant, des chiffres existent, probants, qui démystifient cette « vague » migratoire. L'ouvrage coordonné par Claude Calame et Alain Fabart s'interroge sur les raisons de ces mensonges et sur les usages politiques qui peuvent en être faits. Il offre une analyse des enjeux des migrations forcées et de leurs conséquences en termes de stigmatisation et de discriminations au travers de douze contributions.



Enjeux de l'Europe forteresse

Mesures de contrôle policier aux frontières, hotspots et camps d'enfermement, externalisation des frontières européennes, criminalisation de la solidarité, entraves juridiques, répression, stigmatisation et invisibilisation des personnes exilées : l'Europe forteresse est décortiquée au travers du regard d'une douzaine de spécialistes issus des sciences sociales, de sociologues, de juristes, de politologues, d'anthropologues, mais aussi de militantEs.

Les premières contributions reviennent sur les enjeux principaux liés aux migrations internationales, à l'échec de leur gestion par les organismes internationaux, ainsi qu'aux notions de « liberté de circulation » et de « droit d'hospitalité », impossibles à garantir dans ce monde régi par des souverainetés nationales.

Causes et conséquences de l'exil

Dans la suite de l'ouvrage, plusieurs auteurs et autrices rendent compte des responsabilités de la mondialisation et du système capitaliste néolibéral et néocolonial dans les causes de l'exil et de leurs conséquences pour les personnes concernées. Pour la bourgeoisie, s'assurer une main-d'œuvre disponible et peu chère ici comme dans les pays du Sud est le seul moyen de garantir sa plus-value. Dans cet objectif, elle doit fabriquer et exploiter des « fantômes migratoires », distillés au travers de discours plus ou moins ouvertement racistes pour effrayer et diviser la classe laborieuse.

Ces discours et les politiques inspirées de ces visions ont pour effet d'accroître les discriminations et la négation des droits des personnes migrantes. Rejet, invisibilité, exclusion, répression : la catégorie du migrant se définit par la négative, par l'illégalité du séjour sur un territoire. L'absence de statut condamne les personnes en exil à des conditions de vie précaires, à des violences policières et à des pressions psychiques.

Dans les derniers chapitres, les auteurs font le lien entre les migrations forcées par les catastrophes naturelles, réchauffement climatique et droit à la migration. Le rappel des combats altermondialistes conclut l'ouvrage en soulignant que seul un changement radical de système pourra prévenir la destruction de la planète... et mettre en place une politique migratoire décente.

Aude Martenot

Paru dans le n° 384 de solidaritéS (Suisse).

Musique

À cent ans de sa naissance, hommage à Astor Piazzolla

Le 11 mars 1921, Astor Piazzolla (1921-1992) voyait le jour à Mar Del Plata, dans la province de Buenos Aires. Durant sa vie, il a révolutionné et dépassé le tango, musique reine de la capitale argentine.

Dans les années 1960, son « tango nuevo » suscita une grande résistance de la part des tenants de la tradition qui n'hésitèrent pas aller jusqu'aux attaques physiques contre le musicien. La « révolution » musicale de Piazzolla connut plusieurs périodes. Sa musique est jouée, revisitée ou revendiquée par des artistes de tous les horizons, du jazz en particulier.



Les débuts (1940-1950)

À 19 ans, Piazzolla intègre la deuxième rangée de bandonéons du plus célèbre orchestre de l'époque, celui d'Anibal Troilo « Pichuco ». En quelques semaines, il gagne le premier rang et commence à écrire des arrangements aux musiques de Pichuco. Ce dernier en gomme les éléments les plus novateurs pour ne pas déstabiliser les danseurs de tango. En 1946, Piazzolla crée son propre orchestre et brille. Il revisite et réinterprète de façon radicale les tangos d'auteurs connus et déjà consacrés (Filiberto, De Caro). Il enregistre ses premiers disques que les éditeurs estiment non rentables. Déçu, il dissout alors son orchestre et abandonne temporairement le bandonéon.

portes de la France pour continuer sa formation avec Nadia Boulanger. C'est la rencontre entre un(e) maître à l'énorme intuition musicale et un musicien qui cherche sa voie. Boulanger lui fait reprendre immédiatement son bandonéon et Piazzolla crée « el nuevo tango ». Orchestre à cordes à l'opéra (Paris et Buenos Aires) ou octet de tango, Piazzolla donne à sa musique une métrique de plus en plus irrégulière et rythmée. Il joue avec des grands du jazz (Martial Solal) et enregistre les compositions « Chau Paris », « Sens Unique », « Picasso », « Marron y Azul ».

Les révolutions permanentes de Piazzolla (1959-1992)

À la fin des années 1950, il vit à New York, tenté par une fusion totale de sa musique avec le jazz, quand il apprend la mort de son père. Bouleversé, il reprend un de ses thèmes (« Nonino ») composé à Paris et explose définitivement

l'univers musical du tango avec « Adios Nonino ». Son quintet « Nuevo Tango » aborde des sons et des esthétiques contemporaines et avant-gardistes. Les gardiens du dogme hurlent et menacent mais, en réponse, Piazzolla compose ses chefs-d'œuvre argentins dont « Fugó y Misterio », « Contramilonga a la Funerala ». Dans le même temps, avec le poète uruguayen Horacio Ferrer, il réinvente le tango-chanson (« Balada para un loco », « Chiquilín »).

Si le quintet Nuevo Tango avait déjà adopté la guitare électrique, le faux exil du musicien¹ de 1973-1979 va l'amener à incorporer le « byte » électronique. Il compose son chef-d'œuvre « Libertango » puis collabore étroitement avec le saxophoniste

Gerry Mulligan notamment pour « Summit ».

Puis c'est le retour en Argentine où il triomphe au théâtre Colon en 1983. Il compose aussi pour le cinéma. Sans abandonner le « nouveau tango », il revient à des mélodies plus symphoniques et classiques, puis au jazz avec Gary Burton. Seul un AVC en 1990 va stopper prématurément sa boulimie de métamorphose. Il meurt le 4 juillet 1992 en laissant une œuvre qui compte plus de 1000 morceaux, 3000 partitions et 200 enregistrements. Un monument moderne !

Sylvain Chardon

1 – Astor Piazzolla n'était pas un opposant à la dictature. Mais à son retour, c'est la « gauche » qui le salua. Le cinéaste et militant Fernando Solanas était son ami.

Pour mieux connaître l'univers de Piazzolla, France Musique lui consacre un hommage depuis le début du mois de mars avec de nombreux podcasts à écouter et réécouter. Quelques pistes pour en profiter :

Livre-disque Astor Piazzolla Libertad chez Paroles Éditions

Sa première biographie musicale avec des archives, des photos rares ou inédites, des témoignages et des clés d'écoute. Plus 75 minutes de piano et bandonéon par le duo « Intermezzo ».

Libertango best of Piazzolla chez Warner Classics

Piazzolla trouve sa voie et s'impose comme le père du tango contemporain, entre vitalité rythmique et texture orchestrale. Le CD inclut « Adios Nonino ».

Piazzolla Stories chez Warner Classics

Un vibrant album hommage de la trompettiste Lucienne Renaudin accompagnée du bandonéoniste Richard Galliano enregistré à l'occasion du centenaire.

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

AGRO-INDUSTRIE EN BRETAGNE « Comprendre comment s'est mise en place cette nouvelle façon d'aliéner les hommes et les bêtes »

Entretien. L'Anticapitaliste a rencontré **Inès Léraud**, journaliste indépendante, connue pour ses enquêtes sur l'industrie agroalimentaire bretonne. Elle est notamment l'autrice de la bande dessinée « Algues vertes, l'enquête interdite »¹.

Chéritel, groupe agroindustriel breton, dont tu avais dénoncé les méthodes, t'avait assignée en justice pour diffamation. Il a retiré sa plainte² contre Bastamag et toi, la veille de l'audience prévue. C'est une victoire ?

Je suis partagée. Le fait que Chéritel retire sa plainte est bien la preuve qu'il ne pensait pas pouvoir gagner face à la solidité de mon travail. Cela me débarrasse d'une procédure qui aurait pu être encore longue et je peux enfin retourner à mon travail d'enquête ! Mais en même temps cela me met en colère car j'ai perdu 18 mois à préparer ma défense judiciaire, pour rien ! Mais Chéritel est coutumier du fait, et c'est à mes yeux une manière de faire passer le message : n'enquêtez pas sur moi, sinon... Par le passé, il a déjà attaqué le journal *le Télégramme* qui avait révélé ses irrégularités dans l'emploi de travailleurs étrangers. À l'époque, il avait gagné, alors que la justice l'a depuis condamné pour ces faits ! Il attaque maintenant la CFDT pour des raisons similaires. Une manière pour lui d'imposer le silence autour de ses activités.

Ce n'est pas le premier procès qu'on t'intente...

C'est vrai, j'ai déjà été poursuivie par Christian Buson, personnage influent dans l'agroalimentaire breton, surtout connu pour propager des thèses sur les marées vertes favorables au secteur agroalimentaire. Buson a lui aussi fini par renoncer à sa plainte quatre jours avant le procès ! Là encore, c'est de l'usure, de l'argent et du temps perdu. Pendant ce temps-là, je ne peux enquêter, je ne peux faire mon travail... En plus, il n'y a aucun moyen d'être dédommagé, en dehors d'une autre procédure assez longue que nous devrions engager...

Qu'est-ce qui te rend aussi insupportable aux yeux de ces gens-là ?

Jusqu'à l'été 2018, alors qu'était diffusé *Journal Breton*, ma série documentaire dans « Les Pieds sur terre » sur France Culture³, mon travail produisait peu de remous. Des agro-industriels bretons ont commencé à s'inquiéter et à exercer des pressions dès lors qu'ils ont senti que se tissait autour de moi un réseau de citoyenEs soutenant mes enquêtes. De fait, je commençais à disposer d'informations très locales, précises et inédites. Des gens qui n'avaient jamais parlé à personne commençaient à se confier. Ce qui posait problème aux agro-industriels ne semblait pas tant que mes enquêtes dénoncent leurs activités, mais bien plutôt que j'aie accès à des témoignages permettant de révéler leur façon d'obtenir le silence, d'entretenir l'acceptation, par les populations et les communes, de leurs pratiques et de leur système. Rencontrer des actrices et des acteurs locaux me faisant confiance était comme un coin enfoncé dans l'omerta ambiante, une fissure dans la chape empêcheant de parler, avec à la clé



EMMANUEL PAIN

une vraie prise de conscience. Ce travail de libération de la parole et de prise de conscience a notamment donné lieu au film *Bretagne, une terre sacrifiée*, inspiré de mon *Journal breton*, qui est passé récemment sur France 5 et a eu beaucoup d'écho régionalement⁴.

Au bout de trois ans de travail, quelle cohérence ressort de tes enquêtes ?

En fait, c'est toujours la même enquête ! C'est comme de la recherche. Il s'agit toujours de comprendre comment fonctionne le système agro-industriel breton, dans ses dimensions économique, politique, sociologique, écologique, comment on en est arrivé là, pourquoi et comment ça tient ! Comprendre comment s'est mis en place ce système, cette nouvelle façon d'aliéner les hommes et les bêtes : un univers concentrationnaire pour les animaux, un paysage, un territoire, entièrement remodelé, des travailleurs et des agriculteurs réduits à une nouvelle forme de servage.

Et le déni, le silence...

C'est compliqué, mais passionnant. Je suis joueuse, j'aime interroger des gens qui sont dérangés par mes questions, obtenir de leur part des réactions étranges, et sentir que ça se fissure... Et c'est énorme, ce qui se passe, au bout de deux ans d'enquête ! Alors il y a ceux qui découvrent qu'ils sont dans le déni, ceux qui commencent à parler, des conseillers municipaux qui livrent des infos, des scientifiques qui se rebellent... C'est une confrontation, il s'agit de mettre échec et mat un discours de pure « communication » et de faire émerger un discours vrai.

Tu dis que la Bretagne est au cœur de la mondialisation...

Oui. C'est une des premières régions agroalimentaires d'Europe, le premier réseau européen de ports dédiés à cette industrie, une des régions qui reçoit le plus de subventions de la PAC. On peut comprendre que l'État français veuille défendre ce système, stratégique, indispensable à la « santé économique » du pays : par exemple nos exportations agroalimentaires en Arabie saoudite rapportent plus que les ventes d'armes ! Mais cette activité repose sur un énorme silence : le désastre

sanitaire, social, environnemental, lié notamment à la chimie employée dans l'agriculture productiviste. Par exemple les victimes de Triskalia (première coopérative agroalimentaire bretonne), gravement contaminées par des insecticides interdits, n'ont jamais été reçues par un président du Conseil régional de Bretagne depuis plus de 10 ans, alors que les dirigeants de Triskalia le côtoient fréquemment. Il faut regarder en face les revers de cette industrie, pour décider démocratiquement de continuer ou non, et aussi pour indemniser dignement les victimes de ce choix économique, comme on indemnise les victimes de guerre.

Un mot de ta façon de travailler... l'immersion totale.

Tout ça se construit peu à peu au fil de mes enquêtes. J'ai d'abord une formation scientifique, puis j'ai bifurqué vers des études artistiques, le cinéma. Je me suis laissée guider par ce qui me passionnait, à la frontière entre documentaire et journalisme, ainsi que par des rencontres. Celle de Henri Pézerat, « l'homme de l'amiante »⁵, a été déterminante pour moi. Je crois nécessaire la transversalité entre les disciplines, pour appréhender un objet d'enquête. S'appuyer sur des sociologues, des inspecteurEs du travail, des scientifiques, des associations, et aussi les ouvrierEs, qui disposent de l'expertise première ! Un jour, en Bretagne, face aux angles morts dans ma démarche, aux refus de me parler, je me suis dit : « Il faut que j'aille

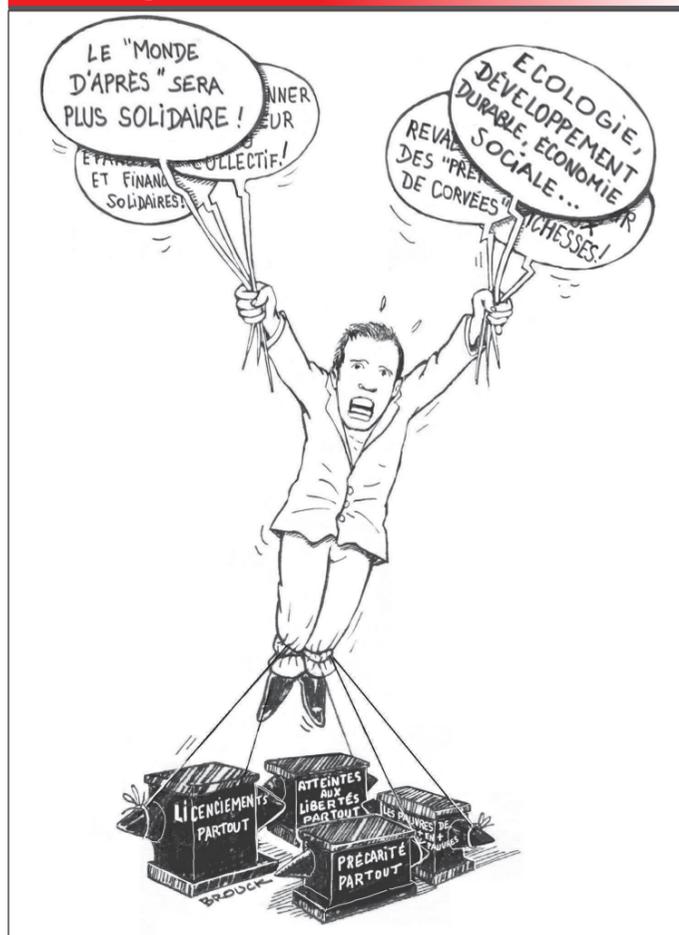
vivre là-bas, sinon je n'y arriverai jamais ! » C'est ça qui m'a permis de comprendre pourquoi, en Bretagne, les agriculteurs conventionnels, et plus généralement les habitantEs ne sont pas libres de dire ce qu'ils pensent au sujet de cette économie hégémonique, et même tout simplement parfois pas libres de développer une pensée critique. Car les industries agroalimentaires et la grande distribution maîtrisent la communication à leur sujet en possédant leurs propres médias, et en finançant les médias régionaux via la publicité.

Alors, maintenant, tu es bretonne ? Je me sens bretonne, oui. Mon métier et mon identité se sont affirmés là-bas, articulés avec la société bretonne. Alors maintenant j'ai envie de travailler en Bretagne, de poursuivre mes recherches. J'ai pu travailler dans une relation de confiance, avec des gens qui n'avaient jamais parlé, des paysans, des ouvriers, à qui je fais toujours relire mes articles ou réécouter mes émissions avant diffusion, et qui deviennent d'une certaine façon auteurs à égalité avec moi.

Propos recueillis par Vincent (NPA Rennes)

- 1 - Bande dessinée chroniquée dans *L'Anticapitaliste* n°523 (21 mai 2020).
- 2 - Voir *L'Anticapitaliste* n°522 (14 mai 2020).
- 3 - *Journal Breton*, saisons 1 et 2 : série en 22 épisodes diffusée sur France Culture.
- 4 - *Bretagne, une terre sacrifiée*, diffusé dans « le Monde en face » sur France 5.
- 5 - Inès Léraud et Guillaume Baldy, « Henri Pézerat : l'homme de l'amiante », deux épisodes diffusés sur France Culture.

L'image de la semaine



Vu ailleurs

22 POULETS AU MÈTRE CARRÉ: DE L'ÉLEVAGE « DURABLE » ? Un arrêté a discrètement introduit, fin janvier, le poulet industriel dans la liste des aliments considérés comme « durables » dans les cantines. La loi Egalim prévoit qu'à partir de 2022, les menus de la restauration collective comportent 50% de produits bio ou « durables ». Tout est donc dans la définition de ces aliments durables. Techniquement, la loi prévoit que les produits bénéficiant de la certification environnementale de niveau 2 puissent être intégrés jusqu'en 2030 dans ces 50%. Or, la charte « EVA-environnement », qui certifie les volailles quel que soit le type d'élevage, a été reconnue comme bénéficiant de cette certification par un arrêté fin janvier. « Or cette charte qui sert de "socle minimum" selon les termes de la filière elle-même, comporte de nombreuses limites : aucun critère environnemental, rien sur la provenance des aliments [donnés aux poulets], et aucun critère de bien-être animal », conteste l'association de défense des animaux d'élevage CIWF France (Compassion in world farming).

Résultat : des volailles élevées à une densité de vingt-deux animaux au mètre carré, et nourries avec des aliments importés (comme du soja OGM cultivé en Amazonie) peuvent désormais être considérées comme un aliment « durable » dans la restauration collective.

« Un sondage de février 2021 montre que les Français souhaitent manger une viande de meilleure qualité en moins grande quantité et que le gouvernement adopte des mesures visant à limiter les élevages industriels, poursuit l'association. Cette décision d'intégrer l'élevage intensif dans la part "durable" des assiettes de la restauration collective est donc en totale contradiction avec les attentes des Français. C'est une supercherie qui décrédibilise les faibles avancées de la loi Egalim en matière de "durabilité" ou de bien-être animal. »

L'ONG espère que les députés corrigeront le tir, via des amendements au projet de loi Climat et résilience, actuellement en discussion à l'Assemblée nationale.

« Dans les cantines, le poulet intensif pourra être considéré comme durable », *Reporterre*, 18 mars 2021.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

12€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

| Tarif standard | Jeunes/chômeurs/précaires |
|--|---|
| Hebdo <input type="checkbox"/> 35 € <input type="checkbox"/> 70 € | <input type="checkbox"/> 25 € <input type="checkbox"/> 50 € |
| Mensuel <input type="checkbox"/> 25 € <input type="checkbox"/> 50 € | <input type="checkbox"/> 20 € <input type="checkbox"/> 40 € |
| Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 60 € <input type="checkbox"/> 120 € | <input type="checkbox"/> 45 € <input type="checkbox"/> 90 € |
| Promotion d'essai Hebdo + 1 Mensuel offert | <input type="checkbox"/> 3 mois <input type="checkbox"/> 12 € |

ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard

| | | |
|---|---|---|
| Hebdo <input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre | Mensuel <input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre | Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 30 € par trimestre |
|---|---|---|

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

| | | |
|---|---|---|
| Hebdo <input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre | Mensuel <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre | Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre |
|---|---|---|

Titulaire du compte à débiter

Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter

IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA

En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org